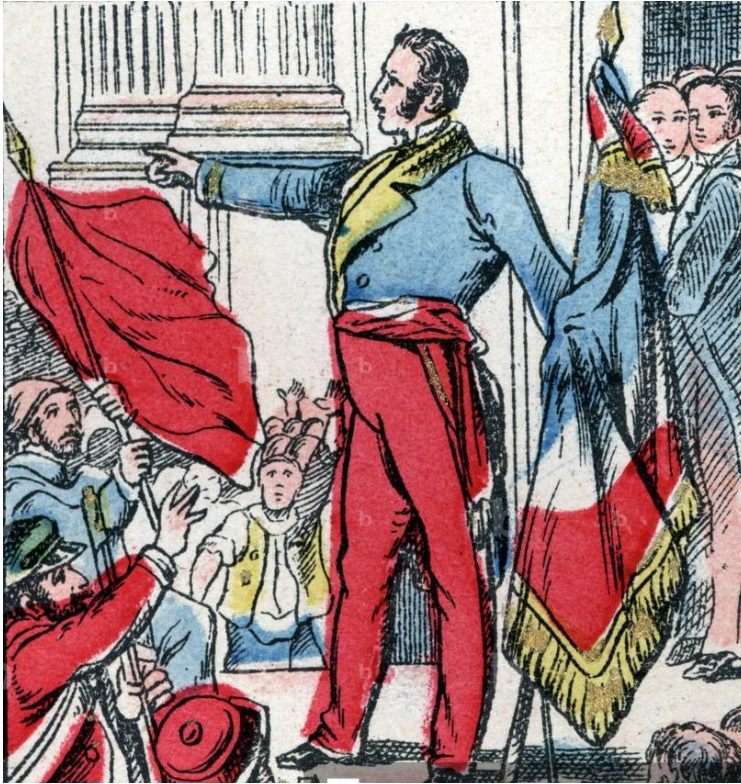


Corte

Les fronts populaires avant 1935



1977

Coalition	Partis membres	Élections
Bloc des gauches (1902)	Alliance démocratique (AD)	Législatives de 1902
	Parti radical (PRRRS)	
	Parti socialiste français (PSF)	
Cartel des gauches (1924)	Parti radical (PRRRS)	Législatives de 1924
	Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)	
	Radicaux indépendants	
Front Populaire (1936)	Parti républicain-socialiste (PRS)	Législatives de 1936
	Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)	
	Parti radical (PRRRS)	
	Parti communiste français (PCF)	
	Union socialiste républicaine (USR)	
Fédération de la gauche démocrate et socialiste (1965 - 1968)	Parti d'unité prolétarienne (PUP)	Législatives de 1967 Législatives de 1968
	Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)	
	Parti radical (RAD)	
	Convention des institutions républicaines (CIR)	
	Union des groupes et clubs socialistes (UGCS)	
Programme commun (1972 - 1977)	Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG)	Présidentielle de 1974 Municipales de 1977
	Parti socialiste (PS)	
	Parti communiste français (PCF)	
Gauche plurielle (1997)	Mouvement des radicaux de gauche (MRG)	Législatives de 1997
	Parti socialiste (PS)	
	Parti communiste français (PCF)	
	Les Verts (LV)	
	Parti radical de gauche (PRG)	
	Mouvement des citoyens (MDC)	
Nouvelle Union populaire écologique et sociale (2022)	Divers gauche	Législatives de 2022
	Europe Écologie Les Verts (EELV)	
	La France insoumise (LFI)	
	Parti communiste français (PCF)	
Nouveau Front populaire (2024)	Parti socialiste (PS)	Législatives de 2024
	Les Écologistes (LÉ)	
	La France insoumise (LFI)	
	Parti communiste français (PCF)	
	Parti socialiste (PS)	

Les fronts populaires en France avant 1935 (1977) p. 4

Jaurès, réformiste (2021) p. 53



Les Fronts populaires en France avant 1935 sont extraits de l'étude de César Corte, de son vrai nom Jacques Lombard, « Les fronts populaires contre la révolution » publiée dans trois numéros successifs de *La Vérité*, la revue de l'Organisation communiste internationaliste (CORQI), en avril, juin et octobre 1977. Les sous-titres et le passage sur le Cartel des gauches (1923-1924) sont des *Cahiers révolution communiste*. Nous avons également procédé à plusieurs ajustements chronologiques et grammaticaux, rectifié une erreur sur le congrès de 1899, précisé systématiquement les références des citations, etc. Les trois numéros de *La Vérité* sont disponibles dans leur version intégrale sur le site *CERMTRI numérique* et dans la *Bibliothèque du mouvement ouvrier*.

La note « Jaurès, réformiste » a été publiée dans *Révolution permanente*, la revue du Collectif révolution permanente, numéro de 2021

L'illustration de couverture est une gravure de Jules Pacher, « Alphonse de Lamartine refusant le drapeau tricolore, à l'Hôtel de ville de Paris, le 25 février 1848 », dans *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*

Pour en savoir plus sur le bloc avec le Guomindang en Chine (1921-1927), lire le CRC31 ; sur le premier Front populaire en France (1935-1938), lire le CRC35 ; sur le Front populaire en Espagne (1936-1939), lire le CRC20 ; sur l'Unité populaire au Chili (1969-1973), lire le CRC3.

Les fronts populaires en France avant 1935

Les « idées » et les « idéaux » des fronts populaires ne sont pas nouveaux. Ils ont tous été récupérés dans les poubelles de l'histoire du mouvement ouvrier. Encore que les circonstances soient différentes, « idées » et « idéaux » du front populaire se retrouvent à tous les instants importants de la lutte des classes : toujours, ils sont synonymes de capitulation et de trahison. Les fronts populaires recyclent la politique des dirigeants petits-bourgeois face à la première révolution prolétarienne, la révolution de 1848.

1848 : LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Certes, il n'y a pas identité. Le prolétariat de 1848, comme classe en soi, n'est pas le prolétariat de 1936, ni celui de 1976. Les rapports entre les classes au moment de la révolution ne sont pas les mêmes. Si Louis Blanc et Albert participent au gouvernement bourgeois, les organisations ouvrières ne sont pas majoritaires dans ce gouvernement de collaboration de classes. C'est à l'aube même de la constitution du prolétariat en classe, en parti politique distinct, qu'éclate la révolution, ce qui donne son caractère spécifique au gouvernement provisoire de février 1848.

Cependant, sans identifier 1848 et 1936 ou 1976, il est nécessaire de dégager des constantes. Du point de vue des forces sociales en présence, les différences sont considérables, qu'il s'agisse du prolétariat, tant du point de vue objectif que du point de vue subjectif, qu'il s'agisse de la bourgeoisie et de tout ce dont elle est encore porteuse. Mais, sous un aspect fondamental, 1848 peut et doit être comparé aux gouvernements de front populaire qui exercent le pouvoir dans la troisième décennie du 20^e siècle, à l'époque de la décadence impérialiste du capitalisme. Car, en 1848, pour la première fois à ce point, en participant directement à l'État bourgeois, les chefs ouvriers se sont dressés contre le prolétariat et contre ses aspirations les plus profondes. En février 1848, les travailleurs parisiens renversent le trône et imposent la république. La veille, le socialiste Louis Blanc en appelait encore au respect de la Charte. Mais c'est la révolution. Le radical Ledru-Rollin et le poète démocrate Lamartine le savent bien, qui se précipitent à l'Hôtel de Ville de Paris, craignant de voir les comités ouvriers proclamer la Commune. « *Que l'État demeure !* », lance Lamartine au premier jour de la révolution.

Le 25 février, le gouvernement provisoire est constitué. Y entrent les républicains bourgeois, l'opposition dynastique, les démocrates radicaux et les socialistes réformistes Louis Blanc et Alexandre Albert Martin. Au nom de la révolution, un gouvernement de collaboration de classes est mis en place, qui aura pour tâche, par l'intermédiaire des représentants ouvriers, d'endormir le prolétariat, de combattre la révolution et de permettre à la bourgeoisie de reconstruire son appareil d'État démantelé.

Si, le 25 février, les travailleurs en armes envahissent l'Hôtel de Ville, exigeant que le gouvernement décrète sans plus tarder le droit au travail, leurs illusions et le manque d'une organisation révolutionnaire capable de leur montrer la voie du succès et comment imposer un gouvernement sans ministre bourgeois, les amènent à céder aux discours de Lamartine et de Blanc. « *Le peuple attendra. Il met trois mois de misère au service de la république* ». Mais la bourgeoisie, elle, n'attend pas. Forte du soutien de ce socialiste qui, selon Lamartine, « *distingue le possible de l'impossible* », forte de la présence au gouvernement de Blanc, dont le poète entend bien qu'il « *préservera la foule des entraînements funestes où pourraient l'induire quelques forcenés* », le gouvernement provisoire crée la garde mobile, corps permanent de répression anti-ouvrière qui remplace la garde nationale bourgeoise en pleine décomposition.

Les travailleurs sentent que la révolution, qu'ils ont faite seuls, leur échappe. Ils manifestent pour le drapeau rouge. Mais Louis Blanc, ce socialiste réformiste qui veut transformer la société capitaliste en société socialiste par l'organisation du travail, sans toucher à l'État bourgeois, recule devant les exigences des radicaux démocrates et propose de reconnaître le drapeau bleu-blanc-rouge pour drapeau de la république, auquel on adjoindrait un petit morceau d'étoffe rouge à la hampe... Les gardes nationaux bourgeois, requinqués par ces mesures, défilent aux cris de « *Vive Lamartine !* ».

Mais les travailleurs ne désarment pas. Le 28 février, ils manifestent, armés, exigeant l'abolition du marchandage, les dix heures de travail journalier, la création d'un « *ministère du Travail, ministère du Progrès, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme* ». De ministère, il n'y en aura point. Mais Blanc prend la présidence d'une commission de travail, dite commission du Luxembourg, ayant pour but d'étudier « *l'amélioration du sort des ouvriers* », ancêtre des commissions tripartites d'aujourd'hui, et qui n'aura d'autre fonction que d'apaiser les conflits de classes et les exigences du prolétariat, dans une situation où la bourgeoisie était dans l'incapacité de dire non aux revendications.

Commission sans pouvoirs, sans moyens, limitée à l'arbitrage, comme le pleurnichera Blanc aux ouvriers pour leur faire accepter leur subordination au maintien du régime capitaliste.

Et il est déjà typique de voir comment le réformiste Blanc, prenant en charge la défense de l'État bourgeois, va combattre pour « *assainir* » la représentation des délégués, les authentiques mandataires des travailleurs. S'entourant de journalistes et de théoriciens comme Le Play, apôtre du christianisme social, il combat bec et ongles pour normaliser la représentation ouvrière, liquider les éléments de démocratie prolétarienne, en terminer avec des délégués contrôlables.

Frustrés de leur victoire, n'ayant pu instaurer leur propre pouvoir, les ouvriers n'en restent pas moins debout, en armes. Il faut à la bourgeoisie, pour les écraser, les désarmer. C'est à cette tâche que s'attèle pendant trois mois le gouvernement provisoire. « *L'unique affaire* » étant, selon les cyniques déclarations du ministre bourgeois Pierre Marie de Saint Georges, « *de gagner du temps en amusant l'émeute jusqu'à ce qu'on puisse la museler* ». Faire des concessions, reculer pour préserver l'essentiel, user la combattivité ouvrière par l'intermédiaire et sous la direction des socialistes promus au rang de ministres, reconstruire une force de répression, telle est donc la fonction du gouvernement provisoire.

Après la manifestation du 28 février, la bourgeoisie adopte la journée de dix heures. Il lui faut aller vite, reconstruire son État, en finir avec cette situation dans laquelle on ne sait ni où est le pouvoir, ni ce qu'est la légalité. La bourgeoisie veut une assemblée constituante, des élections rapides pour casser le processus révolutionnaire et noyer Paris dans la représentation réactionnaire des ruraux. La bourgeoisie veut le vote pour le 9 avril. Auguste Blanqui, qui comprend la manœuvre, demande l'ajournement. Les clubs exigent l'ajournement, l'assurance que les troupes de ligne ne seront pas ramenées par petits détachements dans Paris. La pétition, diffusée en tract, est à l'origine de la manifestation des 200 000 travailleurs du 17 mars, que Blanc transforme en manifestation de soutien et de soumission au gouvernement provisoire, prenant prétexte de la manifestation du 16, qui avait vu la garde nationale bourgeoise défiler aux cris de : « *À bas Ledru-Rollin !* », dont nous allons voir le rôle plus loin.

Les élections sont repoussées de deux semaines. La classe ouvrière a cependant montré sa force. Il faut l'affaiblir encore, la désorienter pour lui porter des coups. C'est ce à quoi s'attachent Ledru-Rollin et les démocrates petits-bourgeois, en publiant un faux policier accusant Blanqui d'avoir trahi, en prison, les conjurés de 1839, et en montant une provocation contre la classe ouvrière, les travailleurs qui manifestent le 16 avril étant appelés à se disperser par Blanc, tandis que la garde nationale en armes reste maîtresse de la rue et passe à l'attaque des quartiers ouvriers.

La classe ouvrière reçoit un coup terrible. Le 20 avril, la bourgeoisie fait rentrer officiellement la troupe dans Paris. Après les élections législatives du 23, triomphe de la réaction, elle renvoie alors Blanc dont elle n'a plus besoin. L'Assemblée nationale le chasse, avec Albert, de la commission exécutive. Prudente, elle garde néanmoins Ledru-Rollin comme symbole de la république. La classe ouvrière, les militants qui se sentaient menacés prennent la décision, au comité de centralisation des clubs, de manifester le 15 mai contre la répression russe en Pologne. Blanqui s'efforce de dissuader les militants d'entreprendre une telle manifestation compte tenu du rapport de forces défavorable aux ouvriers. Il est mis en minorité et la manifestation a lieu. La bourgeoisie, pour la défense de l'Assemblée nationale, mobilise la garde nationale bourgeoise et la garde mobile. Malgré ce dispositif répressif, les travailleurs envahissent l'Assemblée. Et il revient à Blanc, une nouvelle fois, de les calmer. Éconduits par Blanc et Ledru-Rollin, les manifestants se dirigent alors vers l'Hôtel de Ville. Marrast mobilise la garde nationale et Ledru-Rollin les régiments de dragons qui cernent l'Hôtel de Ville aux cris de : « *Vive l'Assemblée nationale !* » et « *À bas les communistes !* ».

Barbès et Albert sont arrêtés. Blanc, qui s'était refusé à aller avec les masses à l'Hôtel de Ville, rentre avec les autres députés en séance, sous la protection des gardes nationaux bourgeois et des gardes mobiles. Face aux critiques des députés bourgeois, Blanc capitule honteusement, donnant des assurances de son loyalisme à l'Assemblée nationale. Poursuivant son avantage, la bourgeoisie exige et obtient de la commission exécutive, cet organe de collaboration de classes, qu'elle vote une loi contre la presse, ce qu'elle fait, se déconsidérant encore un peu plus.

Les « héros de février » déconsidérés, les masses désarmées politiquement par leurs chefs qui jurent allégeance à la bourgeoisie, les conditions sont réunies pour que cette dernière écrase brutalement le prolétariat. La provocation de juin est organisée. Les ateliers nationaux sont dissous. Le prolétariat est acculé au combat, sans chefs révolutionnaires, la plupart des cadres ouvriers ayant été emprisonnés après les journées de mai. Malgré une résistance héroïque, les ouvriers succombent. Des milliers sont tués dans les combats. Mille cinq cents sont fusillés sans jugement.

Tel est le bilan de ce premier gouvernement de collaboration de classes qui, en cinq mois, était parvenu à liquider la première révolution prolétarienne. Mêmes acteurs, même scénario. Comme le dira Blanqui : « *Le peuple ne pouvait pas soupçonner les hommes qu'il avait mis à sa tête. Ses yeux se sont ouverts trop tard* ». La responsabilité de cette défaite sanglante incombe aux escamoteurs de la révolution, Louis Blanc, en particulier, qui capitule devant Ledru-Rollin, « *homme de droit* », comme il se plaisait à définir les radicaux.

Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns. Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont de l'Eure, Flocon, Albert, Arago, Marrast !... C'est le gouvernement provisoire qui a tué la Révolution. C'est sur sa tête que doit retomber la responsabilité de tous les désastres, le sang de tant de milliers de victimes. Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui l'ont livré à la réaction. (Auguste Blanqui, « Avis au peuple », 25 février 1851, Textes choisis, Éditions sociales, 1971, p. 101)

Le parti de la petite bourgeoisie, dont Marx et Engels avaient recommandé au prolétariat, jusqu'à l'expérience de 1848, de se rapprocher, révèle qu'il est un parti d'ordre.

LES LEÇONS DE 1848 : RÉVOLUTION EN PERMANENCE CONTRE COLLABORATION DE CLASSE

C'est sur cette base que, Marx ouvre une nouvelle perspective au prolétariat : « *Renversement de la bourgeoisie, triomphe du prolétariat français. Il n'y a qu'un seul mot d'ordre : l'émancipation de la classe ouvrière* » (*Les Luites de classe en France*, janvier-octobre 1850). La révolution montre que la petite-bourgeoisie, incapable d'occuper une place indépendante, se range du côté de la bourgeoisie si le prolétariat n'a pas pris à temps la direction de la révolution. Ce n'est que par son indépendance organique, exprimée dans son organisation en parti distinct combattant sous le drapeau de la révolution prolétarienne, que le mouvement ouvrier peut entraîner les masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes. « *La révolution en permanence* », telle est la leçon fondamentale que tirent Marx et Engels de la révolution de 1848.

Respect de l'État bourgeois, démobilitation des travailleurs amenant la pire réaction, tel est le bilan de la subordination des dirigeants ouvriers aux représentants « *démocrates* » de la petite bourgeoisie, qui se rangent du côté de l'ordre et de la réaction. La révolution est trahie par les dirigeants ouvriers, la réaction bonapartiste triomphe. Comment ne pas faire alors un étroit rapprochement entre la politique des Blanc et consorts et celle des fronts populaires de 1935-38 en France et en Espagne. Le bilan des fronts populaires s'inscrit, lui aussi, en lettres de sang pour le prolétariat ; la guerre civile, avec comme terme la victoire de Franco en Espagne ; en France, le radical Daladier, honorable membre du Front populaire, instrument, dès 1938, de la réaction bourgeoise et le vote en 1940, par la Chambre des députés de Front populaire, des pleins pouvoirs à Pétain.

De la même manière que Pierre Marie de Saint Georges déclarait accepter le gouvernement provisoire et la Commission du Luxembourg, faute de pouvoir « *museler l'émeute* », de la même manière, le capital financier utilise les fronts populaires contre la montée des masses, pour y faire barrage, et sans pouvoir pour autant se contenter de ce barrage. Une telle situation, de tels rapports entre les classes ne peuvent s'éterniser. La bourgeoisie craint que les masses ne mettent bas les digues que dressent les chefs ouvriers pour leur faire accepter l'exploitation capitaliste. Elle craint que le prolétariat ne pose la question d'un gouvernement à lui, qui détruit l'État bourgeois et exproprie le capital.

Les concessions que sont amenées à faire les gouvernements de front populaire pour contenir les masses et préserver l'État bourgeois sont des facteurs de crise économique et de désorganisation. C'est d'ailleurs la crise économique qui a souvent été un des facteurs décisifs amenant à la mise sur pied de ces gouvernements de front populaire. Et ceux-ci, à leur tour, faisant supporter de nouvelles charges à l'économie capitaliste, accroissent encore les difficultés économiques. De ce point de vue, il est important de comprendre que ces charges, produits des concessions aux masses, sont un facteur d'anarchie supplémentaire dans une production que domine toujours le capital. Ainsi, les ateliers nationaux, en 1848, et le développement des grands travaux ont-ils été, non un facteur d'ordre, mais de désordre.

Faute de détruire l'État bourgeois, condition de l'appropriation sociale, les mesures « sociales » que sont obligés de lâcher ces gouvernements de crise précipitent plus encore la crise elle-même, aggravant la détresse des masses. Cela fut vrai en 1848 ; cela le sera en 1936.

LE COMBAT DU PROLÉTARIAT POUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIMITES DU PARLEMENTARISME BOURGEOIS

Le parlementarisme bourgeois a une longue histoire. Du point de vue de la bourgeoisie, sa forme la plus pure repose sur le suffrage censitaire qui donne une représentation de la bourgeoisie comme classe. Mais la lutte de classe du prolétariat, la revendication du suffrage universel l'élargit, sans la dénaturer, et permet une représentation populaire. La classe ouvrière, les masses exploitées, par le truchement de leurs partis, sont représentées au sein du parlement bourgeois. Pour autant que le capitalisme est en sa phase ascendante dans les pays capitalistes dominants, le système parlementaire devient un système politique de domination de classe de la bourgeoisie d'une grande souplesse politique. Il acquiert l'insigne avantage de permettre une certaine représentation des masses. Au sein du parlement, un arbitrage se réalise entre les différentes couches de la bourgeoisie, le capital financier en formation restant la force dominante contrôlant en dernière instance tous les partis de la

bourgeoisie. Les masses arrachent par leurs combats des concessions au capital. Au parlement, l'écho de leurs intérêts se fait entendre et, dans ce cadre, les concessions qu'elles arrachent sont enregistrées. Assouplissant les relations entre les classes, le parlementarisme permet, sans les supprimer, d'affaiblir leurs chocs contradictoires. Dans les dédales des renvois de commission en commission, le flot des revendications ouvrières disparaît souvent comme goutte d'eau sur le sable.

Longtemps, les partis de la classe ouvrière sont exclus des parlements. La classe ouvrière vote pour des libéraux ou des radicaux. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur ce point que les stalinienens veulent aujourd'hui justifier l'alliance avec ces derniers. Cela pose deux problèmes : d'une part, celui de l'état de développement, comme classe pour soi, de la classe ouvrière ; d'autre part, la question des relations entre cette constitution en classe et l'utilisation pour ce faire des cadres formels de la démocratie bourgeoise.

La célèbre circulaire de Marx de 1850 à la Ligue des communistes sur la révolution permanente, n'exclut pas les accords tactiques avec les représentants démocratiques de la petite bourgeoisie. Et c'est en vertu, précisément, de la constitution du prolétariat comme classe contre la société bourgeoise, en son sein même, qu'Engels appelle, dans les années 1880, avec Guesde, les travailleurs à voter en France au deuxième tour des élections pour les radicaux qui, à l'époque, combattent pour la défense et l'extension des libertés démocratiques. Au premier tour, on se compte ; au second, on élimine. Cette tactique, appliquée en France dans les années 1880, ne se comprend que par rapport à ce qu'était la 3^e République, née de l'écrasement de la Commune de Paris. La bourgeoisie, dans ses couches dominantes, s'allie avec les forces les plus réactionnaires, particulièrement la hiérarchie catholique, menaçant les institutions nécessaires au développement même du capitalisme. Les radicaux de l'époque sont un courant politique petit-bourgeois rassemblé sur le programme de 1869 de Gambetta : objectifs démocratiques bourgeois ; extension de la démocratie politique ; séparation de l'Église et de l'État ; instruction publique et laïque ; libertés syndicales ; droits sociaux. La tactique du Parti ouvrier de l'époque se comprend donc en fonction de ces circonstances. Utilisant la démocratie bourgeoise et contre elle, la classe ouvrière édifie ses organisations de classe : partis, syndicats, bourses du travail qui ne sont pas un prolongement de la démocratie bourgeoise, contrairement à ce que prétendent réformistes et stalinienens,

Pendant de nombreuses décennies à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais

*seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière dans l'État bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail dans la 2^e internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif. (Léon Trotsky, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », janvier 1932, *Contre le fascisme*, Syllepse, 2015, p. 201-202)*

C'est en partant de cette position qu'Engels aborde la question du suffrage universel.

Depuis longtemps déjà, le suffrage universel existe en France, mais il était tombé en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la République, mais en Espagne l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites en Suisse avec le suffrage universel étaient tout, sauf un encouragement pour un parti ouvrier. Les ouvriers révolutionnaires des pays romans s'étaient habitués à regarder le suffrage universel comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà le « Manifeste du parti communiste » avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant, et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent August Bebel au premier Reichstag constituant. Dès lors, ils ont utilisé le droit de vote de telle sorte qu'ils en ont été récompensés de mille manières, et que cela a servi d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du programme marxiste français, de moyen de défense qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. Et si le suffrage universel n'avait donné d'autre bénéfice que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître par la montée régulière constatée, extrêmement rapide du nombre de voix, la certitude de la victoire chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, et de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande, que de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses, et de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant aussi bien d'une pusillanimité inopportune que d'une folle hardiesse tout aussi déplacée - si c'était le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà plus que suffisant... Mais en utilisant ainsi efficacement le

suffrage universel, le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle et elle se développa rapidement. On trouva que les institutions d'État où s'organise la domination de la bourgeoisie fournissent encore des possibilités d'utilisation nouvelles qui permettent à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions d'État. On participa aux élections aux différentes diètes, aux conseils municipaux, aux conseils de prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste dont une partie suffisante du prolétariat participait à la désignation du titulaire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion. (Friedrich Engels, « Introduction », 6 mars 1895, dans Karl Marx, *Les Luttes de classes en France*, Éditions sociales, 1967, p. 24-26)

Engels aborde ces problèmes comme il aborde tous les autres, en fonction du but : la révolution prolétarienne, la destruction de l'État bourgeois et de ses institutions. Pour lui, l'utilisation du suffrage universel est un moyen d'atteindre ce but. En aucune manière, sa position n'est « parlementariste », contrairement à l'interprétation qu'en donneront plus tard tous les révisionnistes. Le SPD allemand, par exemple, fait du suffrage universel le moyen d'émancipation de la classe ouvrière qui permettrait, prétendument, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et la transformation progressive de l'État bourgeois et de ses institutions en État populaire libre. Tronquant le texte d'Engels, ils le présentent de telle sorte que celui-ci apparaisse comme un partisan à tout crin de la légalité bourgeoise. Pourtant, rien n'est plus clair ; il s'agit, après l'écrasement de la Commune de Paris, de la bataille pour les libertés démocratiques permettant la constitution du prolétariat en parti de classe ; il s'agit de la construction des syndicats.

Considérant que l'appropriation collective [des moyens de production] ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat—organisée en un parti politique distinct ; qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. (« Programme du Parti ouvrier », mai 1880, dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Mouvement ouvrier français*, Maspero, t. 2, 1974, p. 82)

Et l'appel à se désister au second tour pour des candidats radicaux qui, à l'époque, combattent pour l'extension des libertés démocratiques, c'est-à-dire des conditions politiques nécessaires au développement comme classe de la classe ouvrière contre la société bourgeoise, se comprend donc parfait-

tement à l'époque. Engels ne se fait pas pour autant la moindre illusion sur les petits bourgeois radicaux. Il n'oublie pas les leçons de 1848, sa correspondance avec Lafargue le montre assez. Mais, il s'agissait d'abord et avant tout de permettre au prolétariat, en toute indépendance, de se constituer comme classe pour soi.

Très rapidement, la bourgeoisie utilise la participation des partis ouvriers au parlement. Tout en se servant des cadres formels de la démocratie bourgeoise pour la construction de ces foyers de démocratie prolétarienne que sont les syndicats, les mutuelles, les bourses, les associations ouvrières, les dirigeants des partis ouvriers s'intègrent à la société bourgeoise. Ils en viennent à présenter ces éléments de démocratie prolétarienne, ces droits, garanties, conquêtes, comme le produit de la démocratie bourgeoise elle-même.

1895-1901 : LE PARTI RADICAL SE CRISTALLISE EN PARTI DU GRAND CAPITAL

Il était parfaitement correct au cours des années 1880, étant donné les menaces réelles de restauration monarchique et la faiblesse du mouvement ouvrier, d'adopter la tactique d'Engels et d'appeler au désistement pour les radicaux au deuxième tour, dans la mesure où ceux-ci, non constitués en parti, ne participant pas au pouvoir, défendaient un programme démocratique.

Cette politique permet alors au prolétariat de se constituer comme classe pour soi, contre la société bourgeoise (parti, droit de réunion, lois sur la presse, école primaire, droit d'association). Mais les choses changent au cours des années 1890 et, si la question religieuse n'est pas définitivement réglée, la transformation des radicaux en parti de gouvernement, amorcée dès 1885, est opérée en 1895. S'il reste à la bourgeoisie et au capital financier, à liquider les congrégations, c'est déjà dans le cadre d'une politique impérialiste et anti-ouvrière. Une chose est le vote des représentants ouvriers à la Chambre des députés sur tel ou tel projet de loi ou telle réforme démocratique, une autre, la confiance accordée aux ministres radicaux, plus tard au Bloc des gauches qui sera le fusilleur des ouvriers et des paysans.

Dès qu'ils deviennent parti de gouvernement, les radicaux prennent en charge la totalité de la société bourgeoise, la défense de la propriété privée de l'État et contre le prolétariat. La république parlementaire démocratique, c'est l'aiguillage des conflits de classe. Les années 1900 voient la formation de l'impérialisme, la formation du capital financier, le militarisme, l'expansion coloniale, le partage du monde. Dans cette période où le capitalisme achète le droit d'aînesse de la classe ouvrière pour un plat de

lentilles en faisant collaborer ses organisations par l'intermédiaire de ses dirigeants au système impérialiste lui-même, on assiste à une profonde transformation des courants et des partis. Entre 1898 et 1901, les radicaux, hier représentants petits-bourgeois oppositionnels, se constituent comme parti et comme parti du capital, de l'impérialisme en formation.

Nous ne sommes plus en 1860. Les lois laïques, anticléricales, datent du milieu des années 1880. Si le Bloc des gauches porte un coup sévère aux congrégations par la loi sur les associations de 1901, c'est à reculons qu'il va à la séparation de l'Église et de l'État. Le radicalisme, qui réclamait la suppression du Sénat, conquiert la majorité dans cette docte assemblée et n'en parle plus. Dès 1895, le radical Bourgeois maintient les lois scélérates prises par les modérés républicains contre le mouvement ouvrier. Le programme de réforme démocratique de la fiscalité, impôt sur les revenus, est abandonné, et le Bloc des gauches trouve moyen de faire avorter cette réforme que présente Rouvier, l'homme de la gauche démocratique, l'instrument de la banque Rothschild.

Gramsci remarque que le grand capital n'a pas de parti propre, qu'il utilise tour à tour tel ou tel parti. C'est vrai. Et c'est vrai du Parti radical comme des autres. En accédant au gouvernement en 1885, les radicaux prennent en charge la lutte du capital contre le prolétariat et ils le font parce qu'ils sont le parti démocratique du grand capital. En 1895, le Comité central d'action républicaine patronné par les principaux parlementaires radicaux Brissau, Bourgeois, Cloquet, fusionne avec l'Association pour les réformes républicaines, réunissant des parlementaires autour de Mesureur, député radical de la Seine. Ils forment un Comité d'action pour les réformes républicaines, réunissant 70 comités, 53 loges maçonniques, 62 journaux. Le point de ralliement est l'anticléricisme. Du vieux programme radical, bien des points sont tombés en désuétude en 1899 : la révision de la constitution, la suppression du Sénat, l'hostilité aux conquêtes coloniales.

En avril 1901, le Comité d'action pour les réformes républicaines, à la suite des contacts pris avec la Ligue d'action républicaine, constituée pour la préparation des manifestations du 14 juillet 1900 et le Comité républicain du commerce et de l'industrie qui représente le patronat des industries traditionnelles, les patrons du négoce viticole et les boutiquiers, lance un appel pour la tenue d'un congrès républicain radical, pour « combattre le cléricisme, défendre la république ».

En juin 1901, se retrouvent au congrès de fondation du PR les représentants de 155 loges de la franc-maçonnerie, 215 journaux, 476 comités. Plus de 1 100 élus, dont 201 députés et 78 sénateurs sont là ou ont fait connaître leur accord. Il a, par l'intermédiaire des élus, comme par l'implantation dans les clubs de la Libre pensée, les loges de francs-maçons, les organisa-

tions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, une implantation réelle dans le pays. A cette étape, sa puissance vient de ces organisations qui, à travers les élus, recourent à l'État lui-même. Très rapidement, cette puissance, il va la tenir directement de l'appareil d'État, à travers la « républicanisation » des administrations et de l'armée, lors du Bloc des gauches, comme des liens qu'il tissera avec les milieux d'affaires.

« LA DROITE » ET « LA GAUCHE » AU LIEU DES CLASSES

La transformation de ces partis en partis ouvriers parlementaires s'opère au fur et à mesure du renforcement du prolétariat. Le parlement, avec la représentation des diverses couches et intérêts, fait apparaître l'État comme l'État de toutes les classes, et obscurcit la conscience de l'antagonisme des classes. Il impose l'image d'un découpage politique selon la polarisation parlementaire : de l'extrême-gauche à la gauche, du centre à la droite ou à l'extrême-droite de la salle. Le dégradé topographique se substitue à la division entre partis bourgeois et partis ouvriers. Et c'est cette géographie politique que les dirigeants ouvriers parlementaires transposent dans le corps social, prétendant que réformes et conquêtes ouvrières ne sont pas antinomiques à la société bourgeoise mais, au contraire, le plein développement de la démocratie bourgeoise parlementaire.

Examinons comment cette question s'est posée dans le mouvement ouvrier en France et comment, petit à petit, l'adaptation à la société bourgeoise des sommets du mouvement ouvrier transforma l'outil de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même en parti ouvrier parlementaire, aboutissant au triomphe du ministérialisme pourtant condamné en parole.

Parti de classe, parti révolutionnaire se donnant pour tâche la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat et la destruction de l'État bourgeois, le Parti ouvrier rompt avec les « possibilistes » de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF). Selon son idéologue Paul Brousse (ancien bakouniniste, franc-maçon, social-chauvin), eu égard aux conditions de développement de la production capitaliste conduisant au monopole, et le monopole conduisant à la régie, il n'est plus nécessaire de préparer la révolution qui doit détruire l'État bourgeois pour assurer, par l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière, la socialisation des moyens de production. Pour la FTSF, il s'agit de convertir progressivement l'ensemble de l'économie en services publics, à partir de leur mise sur pied et de leur extension, par les municipalités conquises au suffrage universel. De là, la demande de révision du programme du PO de la part des possibilistes qui, dès lors, s'engagent dans l'électorisme et le socialisme municipal.

Nous préférons fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser quelques unes des revendications pour les rendre enfin possibles. (Le Prolétaire, 19 novembre 1881)

Le service public est le dernier terme du développement de chaque spécialité du labour humain... Le développement de l'État, quel que soit d'ailleurs le gouvernement au pouvoir, aboutit nécessairement à l'absorption progressive de toutes les entreprises privées transformées en services publics... La question communale est plus de la moitié de la question sociale... (Paul Brousse, La Propriété collective et les services publics, Éditions le Prolétaire, 1883, cité par Georges Lefranc, Le Mouvement socialiste, Payot, 1977, t. 1, p. 60-61)

La bataille s'engage au congrès de Saint-Etienne entre réformistes et révolutionnaires, les possibilistes combattant les « agents de Marx ». Les guesdistes quittent le congrès et tiennent un congrès séparé à Roanne, affirmant la vocation révolutionnaire du PO.

Appelé par son ordre du jour à s'occuper du programme du parti, le congrès national de Roanne a confirmé les décisions des congrès de Marseille et du Havre, relativement à la nécessité de l'action électorale, mais uniquement comme moyen de propagande, d'organisation et de lutte. Repoussant comme une trahison l'idée seule de parlementariser le Parti ouvrier et de faire dépendre le salut du prolétariat de la conquête pacifique et graduelle du pouvoir municipal, ou législatif, le congrès maintient que pour l'expropriation de la classe capitaliste qui est notre but, il n'y a qu'un moyen, l'action révolutionnaire. (L'Égalité, 8 octobre 1882)

Engels approuve la scission, la considérant comme une nécessité.

Tout ce qui les tient ensemble, c'est le radicalisme bourgeois, mais ils n'ont aucun programme ouvrier. Or les dirigeants ouvriers qui s'appliquent à fabriquer un bétail ouvrier en vue des élections au profit des radicaux, commettent, à mes yeux, une véritable trahison. (« Lettre à Bernstein », 28 novembre 1882, dans Karl Marx et Friedrich Engels, Le Mouvement ouvrier français, Maspero, t. 2, 1974, p. 126)

Il n'est pas moins conscient du caractère sectaire et dogmatique du PO, des guesdistes. La phrase, souvent, l'emporte sur l'analyse, mettant le parti en dehors de la lutte de classe, de la lutte politique pratique.

Au reste, ils ont aussi besoin que l'on exerce continuellement à leur égard une sévère critique. La phraséologie révolutionnaire et une soif d'action impuissante sont souvent leur fait. (p. 127)

De fait, la pratique sectaire des guesdistes, leur dogmatisme, qu'il s'agisse de la question syndicale ou de la lutte politique, singulièrement de la lutte pour les libertés démocratiques, favorise le développement du Parti radical et, d'autre part, des courants réformistes au sein du mouvement ouvrier, comme elle favorise et nourrit l'anarchosyndicalisme. Dogmatiques et opportunistes à la fois, leurs hésitations dans l'affaire Dreyfus, par exemple, permettent une politique opportuniste qui favorisera la participation de Millerand au ministère Waldeck Rousseau, en 1899.

Revenons sur ces 19 années de lutte du PO-POF [le PO se renomme Parti ouvrier *français* en 1893]. Au fur et à mesure que se renforce le mouvement ouvrier, qu'il arrache droits et garanties à la bourgeoisie, à la mesure même des succès remportés par les guesdistes dans les élections, le POF, qui maintient verbalement l'orthodoxie marxiste, passe sur des positions opportunistes.

Les guesdistes se révèlent incapables de définir et d'appliquer une politique de classe se manifestant sur tous les terrains et qui couvre tous les aspects de la vie sociale. Cette incapacité se combine aux affirmations sectaires. Ils considèrent le programme minimum comme un miroir aux alouettes et il n'est, bien entendu, pas vraiment nécessaire de combattre pour lui. Cela va aboutir, au fur et à mesure de leurs succès électoraux, à leur adaptation à l'Etat bourgeois, au nom de « *la défense républicaine* », de « *la lutte contre la réaction* », de « *la concentration républicaine* ». Mettant leur programme dans leur poche, nouant les pires alliances électorales, les guesdistes finissent par soutenir les gouvernements bourgeois que dirigent les radicaux, par soutenir en bloc un parti qui, depuis 1885, est un parti de gouvernement gérant les affaires du capitalisme.

Au nom des périls royalistes et militaristes, le POF affirme, en 1898 : « *Si, du point de vue économique, nous sommes socialistes... nous sommes avant tout républicains* ». En paroles, les guesdistes maintiennent une conception de classe de l'Etat. Dans les faits, ils passent, au nom de la « *défense républicaine* », à quelque chose de tout autre que la défense des libertés démocratiques : ils en viennent au soutien des gouvernements bourgeois radicaux, gouvernements de brigandage impérialiste qui ont fait leurs, par osmose avec le capital financier, les buts de l'impérialisme français en développement. Aussi après 1894, après le vote des lois scélérates contre la presse et le mouvement ouvrier, avec pour prétexte les attentats anarchistes, les guesdistes se font ultra-républicains. Ils soutiennent par leur vote le gouvernement radical homogène de Léon Bourgeois. Au nom du fait que ce gouvernement facilitait le travail de propagande du parti, ils font bloc avec l'impérialisme.

Le POF fait concession sur concession à sa bourgeoisie. Ainsi, au nom du soutien au ministère, les guesdistes votent contre l'abrogation des lois

scélérates, sous prétexte de ne pas voter avec la droite, et ils s'abstiennent lors du vote des crédits pour le retour du corps expéditionnaire de Madagascar.

Au feu des succès électoraux, les guesdistes découvrent la possibilité d'une victoire pacifique du socialisme. Le 11 février 1893, par exemple, le conseil national appelle, à l'occasion des élections législatives, à la « *transformation par la voie du suffrage universel, de la république du scandale de Panama de l'heure présente en république sociale* ». Foin de la théorie marxiste de l'État, le POF embouche les trompettes du radicalisme, du dépassement continu de la démocratie bourgeoise. Et, en application de cette nouvelle théorie, en vue de la préparation des manifestations du 1^{er} mai 1894, le conseil national donne au POF « *comme premier objectif à son action... la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel* ».

Petit à petit, disparaissent de sa propagande électorale certains thèmes. Pour élargir sa clientèle électorale, l'organe du parti, *Le Socialiste*, de 1894 à 1898, emploie de moins en moins les termes de « *classe* », de « *lutte des classes* », de « *révolution* ». Sans parler de la « *dictature du prolétariat* » à laquelle les guesdistes ne se réfèrent presque jamais, comme s'ils n'avaient pas eu connaissance de *La Guerre civile en France* et des leçons que Marx et Engels tiraient de la Commune. Peu à peu, rejetant les leçons de 1848, ils présentent le passage « *pacifique* » ou « *violent* » au socialisme comme relevant de la bonne volonté de la bourgeoisie. Guesde en arrive à proclamer, dans un discours le 22 novembre 1895 : « *C'est votre propre légalité qui vous tuera : elle nous suffit contre vous* ». Curieux infléchissement de ce que disait Engels ! Petit à petit, dans la pratique, le POF mue en parti parlementaire et la différence est mince avec les courants réformistes : les socialistes indépendants où se retrouvent Jaurès et Millerand, les possibilistes.

1899 : LE GOUVERNEMENT DE DÉFENSE RÉPUBLICAINE

La défense des libertés démocratiques est une des tâches les plus importantes du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières. C'est en les imposant et en les utilisant que le prolétariat a pu se constituer comme classe. De même, s'il est évident que les formes de la dictature de la classe bourgeoise sur la classe ouvrière ont un seul et même contenu, au-delà de leur diversité (exploitation de la force de travail par le capital), ces formes ne sauraient être indifférentes au prolétariat. Démocratie bourgeoise parlementaire, bonapartisme ou fascisme : ces formes diverses de domination de la classe bourgeoise sur le prolétariat ne sont pas identiques. Ce qui est en cause, c'est précisément la place du prolétariat organisé comme classe au sein de la société bourgeoise.

Les opportunistes confondent les embryons de démocratie prolétarienne au sein de la société bourgeoise et la forme développée qui nécessite la destruction du pouvoir d'État bourgeois, y compris l'État démocratique parlementaire. Mais, par elles-mêmes, ces conquêtes ne règlent rien : elles n'émancipent pas le prolétariat et, chaque jour, celui-ci est obligé d'aller vendre sa force de travail.

Les chefs ouvriers qui, dans le dernier quart du 19^e siècle, se sont formés par osmose avec la société bourgeoise en bureaucratie, se faisaient déjà les lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Au cœur de cette transformation : la question des libertés démocratiques, des libertés ouvrières, du droit d'organisation du prolétariat, et leur rapport avec la république bourgeoise démocratique. C'est en conclusion de l'affaire Dreyfus, qui secoua la société bourgeoise dans ses institutions, que Millerand est appelé au gouvernement par la bourgeoisie. Le débat sur le parlementarisme qui avait traversé les vingt années précédentes de constitution du mouvement ouvrier en France prend une autre dimension pour la France et l'Internationale. Il s'agit de répondre à la question : un parti ouvrier peut-il ou non participer à un gouvernement bourgeois ?

L'affaire Dreyfus est l'occasion de démontrer l'impuissance du radicalisme verbal du POF, que sous-tendait un opportunisme foncier. Contrairement à Jaurès et, au sein de son parti, à Paul Lafargue, Guesde se situe au-dessus de la mêlée, au nom de la révolution prolétarienne. Cette attitude de refus de mobilisation des masses pour la défense des libertés démocratiques contre l'arbitraire militaire se double d'ailleurs dans la même période d'une attitude complètement opportuniste, parlementariste, de « défense républicaine ». La campagne électorale de 1898 que mène le POF, qui se refuse à mobiliser les travailleurs sur la question précise de la révision du procès, est axée sur le péril de coup militaire, le l'antisémitisme, etc., mais d'une manière toute abstraite. Après la déception entraînée par les résultats des élections, le POF tourne de nouveau brutalement et lance en juillet une déclaration principielle, selon laquelle le prolétariat n'a que faire de régler les injustices particulières auxquelles, seule, la grande révolution mettra fin en faisant les comptes.

Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur... Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups... Le parti socialiste, le parti ouvrier... ne saurait, sans duperie et sans trahison, se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre et s'égarer dans des redressements de torts individuels, qui trouveront leur réparation dans la réparation générale. (Le Socialiste, 24 juillet 1898)

En pratique, il refuse de mener la lutte pour la défense concrète des libertés démocratiques pour mobiliser les masses selon les méthodes de la classe ouvrière et laisse le terrain libre aux radicaux bourgeois.

En septembre 1898, les évènements aidant, le POF amorce un tournant vers la mobilisation réelle des travailleurs. Si le congrès de Montluçon refuse de prendre position sur le cas personnel de Dreyfus, il condamne clairement le nationalisme et l'antisémitisme.

L'affaire Dreyfus ainsi que le Panama étale les horreurs et les infamies de l'ordre capitaliste ; mais mieux que le Panama, elle arme les socialistes de scandales militaires, judiciaires et parlementaires pour compléter l'éducation révolutionnaire du prolétariat et pour préparer les esprits à l'abolition de la dictature économique et politique de la classe capitaliste. (Le Socialiste, 9 octobre 1898)

Corolairement, pour mener cette bataille, le POF prend l'initiative en octobre de la création d'un Comité permanent de vigilance, rassemblant les délégués des organisations et journaux socialistes, qui aura pour but de mobiliser l'opinion publique par des meetings et manifestations face aux menées militaristes du pouvoir. Mais, faute de poser clairement et publiquement la question principale : la permanence de l'organisation et de l'action indépendante du prolétariat, les guesdistes reculent, de peur d'être phagocytés par les autres organisations socialistes — indépendants, réformistes et anarchistes— leur laissant de fait le champ libre.

L'ambiguïté est maintenue dans le Comité d'entente socialiste qui, s'inspirant du discours réformiste de Millerand à Saint-Mandé trois ans plus tôt, adopte une plateforme permettant d'éviter tous les problèmes. Le Comité d'entente dévoie l'aspiration profonde des travailleurs à leur unité politique, à former un seul parti socialiste, en instrument de la politique de défense républicaine.

*Ne peuvent être considérés comme socialistes que ceux qui acceptent au moins la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé et l'entente internationale des travailleurs. (Comité d'entente socialiste, 27 novembre 1898, cité par Claude Willard, *Les Guesdistes*, Éditions sociales, 1965, p. 419)*

En sont absentes les leçons de 1848, la nécessité de la destruction de l'État bourgeois. Les formules générales laissent la porte ouverte aux conceptions de Millerand, au passage pacifique au socialisme par la voie

parlementaire. La chute du gouvernement Loubet entraîne en 1899 la formation d'un gouvernement de Défense républicaine, que préside Waldeck Rousseau.

Millerand y entre comme ministre du commerce. Toute cette évolution s'est opérée au nom de la défense de la république, de la démocratie politique contre les dangers de restauration monarchique. Mais nous ne sommes plus en 1869, ni même au début des années 1880. Les lois laïques dans leur grande majorité ont été votées, le droit d'association est reconnu, partis et syndicats ouvriers se sont organisés contre la société bourgeoise dans le cadre même du parlementarisme. Les radicaux, autrefois courant petit-bourgeois d'opposition démocrate, participent au pouvoir depuis 1885. Ils ont, comme parti de gouvernement, totalement pris en charge la défense de la société bourgeoise, de l'État, de la propriété privée et, avec toute la bourgeoisie, fait front contre le mouvement ouvrier. Ils mènent, à la suite des opportunistes et contrairement au programme radical de 1869, la politique d'expansion coloniale. Dès ce moment, le sens de la « défense républicaine », quoi qu'en dise Guesde qui prétend ne pas être lié aux ministres radicaux, est la subordination de la classe ouvrière à l'État bourgeois et il est clairement donné par le soutien des guesdistes au ministère du radical Bourgeois, pour la défense duquel ils se sont refusés à l'abrogation des lois scélérates. Sur le fond, depuis des années dans la pratique, ils ne se distinguent guère de Jaurès, bien qu'ils en décousent verbalement tous les jours avec lui.

C'est pour ligoter le mouvement ouvrier et freiner l'action des masses que la bourgeoisie donne un poste à Millerand. La question religieuse doit permettre de réaliser cette unité « des gauches », masquant le caractère impérialiste et réactionnaire du gouvernement. Tout cela, une fois encore, au nom de la défense de la république.

[Dans la même corruption des sommets ouvriers, le gouvernement de Défense républicaine met en place en 1891 un Conseil supérieur du travail. La direction de la CGT s'y précipite. Même si elle est officiellement anarcho-syndicaliste : selon la Charte d'Amiens de 1906, les partis sont superflus puisque le syndicat imposera le socialisme par la grève générale. CRC]

Jaurès voit dans le socialisme le prolongement de la démocratie politique bourgeoise.

Jaurès entra dans l'arène politique à l'époque la plus sombre de la 3^e République, qui n'avait alors qu'une quinzaine d'années d'existence et qui, dépourvue de traditions solides, avait contre elle des ennemis puissants. Lutter pour la république, pour sa conservation, pour son

« épuration », ce fut là l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la république une base sociale plus large, il voulait mener la république au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'État républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la république, et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction... qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. (Léon Trotsky, « Jean Jaurès », 17 juillet 1915, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, 1967, p. 31)

À la base de toute sa conception, il y a une vue de l'État profondément contradictoire avec le marxisme. Pour Jaurès, l'État est le lieu d'équilibre entre les classes, il peut refléter l'une ou l'autre classe, être l'arbitre. « *L'État n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces* » (*L'Armée nouvelle*, Éditions sociales, 1977, p. 315). Son rêve, c'est un État qui n'enverrait pas sa soldatesque contre les grévistes mais arbitrerait les conflits de classe, protégeant l'ouvrier de l'arbitraire patronal. L'État arbitre au-dessus des classes, telle est la conception de Jaurès. Il peut être, comme appareil, au service d'une classe ou d'une autre. Et c'est parce qu'il a cette conception que Jaurès approuve l'entrée de Millerand au gouvernement.

J'approuve Millerand d'avoir accepté un poste dans ce gouvernement de combat. Que la république bourgeoise proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait. Un parti audacieux, conquérant, ne doit pas négliger ces appels du destin, ces ouvertures de l'histoire. (Jean Jaurès, *La Petite République*, 24 juin 1899)

Non que, dans ces années, la question des libertés démocratiques soit de peu d'importance ou que le prolétariat peut être indifférent à la forme de domination de classe du capital et ne faire aucune différence entre la dictature ouverte et la démocratie parlementaire. Mais, précisément parce que ce qui est en cause du point de vue du prolétariat, c'est la possibilité pour lui de s'organiser d'une manière indépendante, la défense des libertés démocratiques pour la classe ouvrière, ce doit être son affirmation indépendante.

L'exemple de l'attitude du Parti bolchevik face au coup d'État de Kornilov, en août 1917, montre clairement comment le prolétariat doit aborder cette question. Inconditionnellement, le Parti bolchevik appelle les travailleurs à mener la lutte contre Kornilov, sans poser aucune condition au gouvernement Kerenski, pas plus qu'il ne s'engage d'une quelconque manière par rapport à la politique de Kerenski. Il en appelle à l'action indépendante du prolétariat selon ses propres méthodes, sans se lier d'aucune façon aux

méthodes de la démocratie bourgeoise, à la discipline du gouvernement Kerenski. Il ne passe aucun accord de « défense républicaine », qui lierait les mains de la classe ouvrière et dont la logique est la formation d'un gouvernement de défense face au danger militariste.

L'entrée de Millerand dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau aux côtés du massacreur de la Commune Gallifet, sa présence comme caution ouvrière pour mener une politique bourgeoise dressée contre le mouvement ouvrier provoque une crise au sein du mouvement socialiste. Pour suite logique de la pratique parlementariste de « défense républicaine », l'entrée de Millerand au gouvernement, approuvée par Jaurès, conduit à une restructuration des partis et organisations ouvriers. Pour bon nombre de militants socialistes la présence de Millerand dans le gouvernement où siège Gallifet, c'en est trop.

1902 : LA 2^E INTERNATIONALE CONDAMNE MOLLEMENT LA PARTICIPATION À UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS

Les guesdistes se ressaisissent un temps et, en accord avec le PSR blanquiste de Vaillant et l'Alliance communiste issue d'une scission du POSR allemaniste, lancent le 14 juillet 1899 un manifeste fracassant à « *la France ouvrière et socialiste* ».

Il s'agissait d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromission et de déviations, que, depuis longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe et par suite, révolutionnaire, du prolétariat militant et du parti socialiste... Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel... Parti d'opposition nous sommes et parti d'opposition devons rester, n'envoyant les nôtres dans les parlements et dans les autres assemblées électives qu'à l'état d'ennemis pour combattre la classe ennemie et ses divers représentants politiques. (Le Socialiste, 16 juillet 1899)

Le déjà vieux Guesde de 1899, s'il retrouve les accents du début de *L'Égalité*, ne mènera pas la bataille jusqu'au bout contre le ministérialisme, contre le millerandisme, dont nous allons voir où il mène. À Saint-Mandé trois ans plus tôt, Millerand avait prononcé un discours que tous les socialistes, hormis les allemanistes, par ouvriérisme et crétinisme antiparlementaire, avaient approuvé : guesdistes, vaillantistes, broussistes, blanquistes. Parce qu'il y réaffirmait que la propriété commune était le but, chacun s'y était rallié : ralliement au parlementarisme le plus éculé.

Le collectivisme proclame que le salariat ne sera pas plus éternel que ne l'ont été ces modes antérieurs de la servitude et de l'exploitation humaine qui se sont appelés l'esclavage et le servage... N'est pas

socialiste quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste... Recourir à la force, et pourquoi et contre qui ? Républicains avant tout, nous ne nourrissons point l'idée folle de faire appel au prestige illusoire d'un prétendant, ou au sabre d'un dictateur pour faire triompher nos doctrines. Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel : c'est lui que nous avons l'ambition d'affranchir économiquement et politiquement, nous ne réclamons que le droit de le persuader. (Raoul Persil, *Alexandre Millerand 1859-1943*, Société d'éditions françaises et internationales, 1949, p. 14-15)

Le suffrage universel n'est pas pour Millerand un moyen : il est le seul moyen, voire le but lui-même. En tant que tel, il doit régler la question de la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale. Toute l'idéologie radicale de la démocratie comme progrès continu se trouve ici rassemblée. Pour Millerand, le développement continu de la démocratie politique doit permettre d'éliminer les « féodaux de la finance » et d'accéder à la démocratie sociale. On croirait entendre Waldeck Rochet [secrétaire général du PCF de 1964 à 1972] ou Georges Marchais [son successeur de 1972 à 1994].

L'affaire de Panama a montré toutes les forces sociales au service et sous les ordres de la haute finance. C'est contre elle qu'il faut concentrer nos efforts. La nation doit reprendre sur les barons de cette nouvelle féodalité cosmopolite, les fortunes qu'ils ont ravies pour la dominer : la banque de France, les chemins de fer, les mines. (Alexandre Millerand, cité par Albert Orry, *Les Socialistes indépendants*, Rivière, 1911, p. 20)

Cette « théorie » correspond à la politique réelle de toutes les fractions socialistes, c'est pourquoi tous, hormis les allemanistes, s'y rallient. Si Guesde se ressaisit et fait des discours percutants contre Millerand et le ministérialisme, la question n'est pas réglée au fond. Dans la polémique entre Jaurès et Guesde à propos de l'affaire Dreyfus et de l'affaire Millerand, lors d'une conférence contradictoire à Lille, Jaurès a beau jeu face au dogmatisme impuissant des guesdistes.

De ce que le Parti socialiste est essentiellement un parti d'opposition, il ne résulte pas que nous n'ayons à faire aucune différence entre les différents partis bourgeois et entre les différents gouvernements bourgeois se succédant. Ah oui ! la société d'aujourd'hui est divisée entre capitalistes et prolétaires ; mais en même temps elle est menacée par le retour offensif de la barbarie féodale, de la toute-puissance de l'Église, et c'est le devoir des socialistes quand la liberté républicaine est en jeu, quand la liberté intellectuelle est en jeu, quand la liberté de conscience est menacée..., c'est le devoir du

prolétariat socialiste de marcher avec celles des fractions bourgeoises qui ne veulent pas revenir en arrière... (Jean Jaurès, 26 novembre 1900, *Les Deux méthodes*, Spartacus, 1969, p. 10)

Déjà, nous avons là le premier glissement : le prolétariat organisé d'une manière indépendante, selon ses propres méthodes, n'interdit à quiconque de combattre à ses côtés et ne lui pose de condition, y compris aux organisations démocratiques bourgeoises, mais il ne saurait prendre en charge les méthodes et la discipline des démocrates bourgeois. C'est cette question que Jaurès évite en utilisant la formule qui implique la subordination politique du prolétariat à la bourgeoisie radicale. La position de Jaurès est le complément opportuniste de l'abandon sectaire et honteux du combat effectif de la part des guesdistes. Jaurès poursuit son raisonnement, comme si on était en 1880, comme si la république parlementaire bourgeoise n'avait pas vu l'accession des radicaux au pouvoir au compte de la défense de l'ensemble de la société bourgeoise contre la classe ouvrière. Comme si ceux-ci n'étaient pas devenus les représentants de l'impérialisme en formation. Sous prétexte de distinguer les diverses formes de gouvernement bourgeois, il enchaîne le prolétariat à la discipline du gouvernement bourgeois républicain.

Et de même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts de ne pas faire de différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelques commencements de libertés, il est impossible, particulièrement aux élus socialistes, ne pas faire de différence entre les divers gouvernements bourgeois. (p. 10-11)

Sous prétexte de faire une différence qui doit être faite, Jaurès justifie la présence de Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau ce qui est tout autre chose. Il justifie par avance le Bloc des gauches avec le deuxième gouvernement de Waldeck-Rousseau, la Délégation des gauches, colonne vertébrale de la coalition du grand capital et des partis ouvriers, de la collaboration de classe.

La bataille contre le ministérialisme se poursuit en France comme dans l'Internationale ouvrière [1889--1914, fondée avec l'aide d'Engels, rassemble alors tous les socialistes du monde autour du SPD allemand] jusqu'en 1904, quand le Bloc des gauches montre des signes de crise évidents, que la classe ouvrière se heurte violemment au gouvernement bourgeois et que la bourgeoisie, n'ayant plus besoin de cette

forme de collaboration, s'engage résolument dans la bataille contre les socialistes.

*Le Parti socialiste, en autorisant son groupe à la Chambre des députés à fournir des ministres, lui inoculera la gangrène parlementaire... Dès l'instant que le Parti socialiste cesse d'être un parti d'opposition irréductible, il déserte le terrain de la lutte de classe pour devenir un parti parlementaire : son rôle révolutionnaire est fini. (Paul Lafargue, *Le Socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, 1899, Lagrange, p. 24)*

Cependant, les guesdistes et les vaillantistes apportent leur soutien au gouvernement Waldeck-Rousseau et, plus tard, le Bloc des gauches. Ils participent, au parlement, à la Délégation des gauches. Cette délégation avait l'insigne avantage de maintenir les socialistes hors du gouvernement. Mais, au nom de l'anticléricalisme, les socialistes couvraient les infamies anti-ouvrières du bloc : répression policière, militaire, juridique, couverture du brigandage impérialiste. Une tentative d'unification a lieu au congrès général rassemblant toutes les organisations politiques, syndicales et coopératives ouvrières de France, tenu en décembre 1899 à la salle Japy de Paris. Les socialistes indépendants ne voient pas de différence entre la participation aux divers corps élus et la participation à l'exécutif.

*De même qu'on a été obligé de renoncer à l'hypothèse fautive de la loi d'airain des salaires, qui aurait empêché les travailleurs de lutter pour l'amélioration immédiate de leur condition, on sera obligé de renoncer à la loi d'airain gouvernementale et tout en se dressant en révolutionnaires contre l'État bourgeois, ce n'est pas de loin qu'on combattra, c'est en s'installant, autant qu'on le pourra, au cœur même de la citadelle. (Jean Jaurès, *Congrès général des organisations socialistes françaises*, SNLE, 1900, p. 60)*

Au nom de la commission du congrès, Delesalle (POF) propose un compromis.

Tout en admettant que des circonstances exceptionnelles peuvent se produire dans lesquelles le parti aurait à examiner la question d'une participation socialiste à un gouvernement bourgeois, le congrès socialiste déclare que, dans l'état actuel de la société capitaliste et du socialisme, tant en France qu'à l'étranger, toutes les forces du parti doivent tendre à la conquête, dans la commune, le département et l'État, des seules fonctions électives, étant donné que ces positions dépendent du prolétariat organisé en parti de classe qui, en s'y installant avec ses propres forces, commence légalement et

pacifiquement l'expropriation politique de la classe capitaliste, qu'il aura à terminer en révolution (p. 409)

Formellement, le POF résiste au réformisme ouvert.

Un gouvernement n'est que le chargé de pouvoirs de la classe capitaliste, fonctionnant sous le contrôle de ses représentants parlementaires. Les députés de droite et de la gauche peuvent se disputer les portefeuilles, se quereller, s'injurier, mais ils s'entendent comme larrons en foire pour duper et pour combattre la classe ouvrière. (Paul Lafargue, p. 117)

Il ne faut pas confondre la lutte de classe avec la chasse aux postes. (Jules Guesde, p. 177)

Cependant, malgré ces déclarations, les guesdistes votent en décembre 1899 pour deux résolutions contradictoires, la première d'une phrase simple et claire : « *la lutte de classe ne permet pas l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois* » (rejetée par 818 contre, 634 pour), la seconde la proposition de Delesalle (adoptée par 1 140 pour, 240 contre). Révisionnistes pratiques, nos bernsteiniens français, suivis de leurs kautskystes avant l'heure, se donnent toutes les garanties du ralliement au gouvernement bourgeois. Comme Kautsky plus tard, qui, de l'internationale disait qu'elle était un instrument de paix qui ne pouvait servir en temps de guerre, on a là, comme dans le droit bourgeois, la thèse et son contraire sous forme d'exception. C'est l'essence même du droit bourgeois. Les seuls délégués à s'opposer à cette résolution qui voit triompher broussistes, jaoussistes et radicaux sont ceux du CRC blanquiste dirigé par Vaillant.

En 1900, au congrès de l'Internationale ouvrière qui se tient à Paris, la question du ministérialisme avait été au cœur des débats. C'est Kautsky, représentant le « marxisme orthodoxe » contre le révisionnisme bernsteiniien, qui rédige la résolution dans laquelle les guesdistes ont voulu voir leur victoire, une condamnation du millerandisme.

Dans un État démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière et la conquête graduelle des municipalités et assemblées législatives. Mais dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, il ne peut être conquis fragmentairement. L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement normal de la conquête politique, mais seulement

comme un expédient forcé, transitoire, exceptionnel. Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe : le congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point ; en tout cas, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant que si le Parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve un pareil acte et que si le ministre reste le mandataire de son parti. Dans le cas, au contraire, où le ministre devient indépendant de ce parti, ou n'en représente qu'une fraction, son intervention dans le ministère bourgeois menace d'amener la désorganisation et la confusion pour le prolétariat militant ; elle menace de l'affaiblir au lieu de profiter et d'entraîner la conquête prolétarienne des pouvoirs publics au lieu de la favoriser. En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans les cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail. (« Résolution sur la conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois », 5^e congrès socialiste international, septembre 1900, SNLE, 1901, p. 114-116)

Mais cette résolution montre que ce n'était qu'un ralliement en bonne et due forme au ministérialisme et au parlementarisme. À situation exceptionnelle, moyens exceptionnels, et l'entrée dans un ministère bourgeois d'un socialiste, à défaut d'être considérée comme le moyen « normal » de la conquête du pouvoir politique, peut être considérée favorablement comme mesure « exceptionnelle ». C'est pourquoi, développant une politique révisionniste, Kautsky affirme qu'il s'agit là d'une question de tactique et non de principe.

Et l'hypothèse envisagée, que le parti retire son mandataire du ministère bourgeois si jamais le gouvernement a montré des « *preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail* », est à l'inverse de ce à quoi elle prétend, constitue une révision caractérisée la théorie marxiste de l'État. Car enfin, selon Kautsky, la démocratie parlementaire bourgeoise pourrait bien ne pas montrer de preuves de partialité entre le capital et le travail. C'est « *l'État populaire libre* ». Ces affirmations se font en 1900, au congrès de Paris, après que le gouvernement Waldeck-Rousseau-Millerand a réprimé dans le sang les manifestations de la Martinique et de Châlons. C'est cela que Guesde considère comme une victoire !

Lors du deuxième congrès unitaire, les 28-30 septembre 1900 à la salle Wagram (Paris), le POF quitte la salle ; au troisième congrès tenu à Lyon, les 26-28 mai 1901, le CRC renommé PSR part à son tour, le congrès refu-

sant de condamner Millerand. POF et PSR fusionnent en septembre 1901 au congrès de Roubaix pour former le Parti socialiste de France (PSdF).

Parti de révolution et par conséquent d'opposition à l'État bourgeois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière, il ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie. (19^e congrès national du Parti, Bibliothèque du Parti, 1901, p. 26)

Menant sur cette base la bataille au sein de l'Internationale ouvrière, le PSdF obtient en 1904, au congrès international d'Amsterdam, malgré Jaurès, la condamnation du ministérialisme, du Bloc des gauches. Une résolution (reprise du congrès du SPD de 1903) est adoptée par 27 pour, 3 contre, 10 abstentions.

Le congrès repousse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi. La conséquence d'une telle tactique révisionniste serait de faire d'un parti... révolutionnaire dans le meilleur sens du mot, un parti se contentant de réformer la société bourgeoise. C'est pourquoi le congrès déclare que la sociale-démocratie ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au congrès international de Paris en 1900. (« Ordre du jour », 16 août 1904, 6^e congrès socialiste international, BSI, p. 141-142)

La référence à « l'ordre du jour Kautsky » de 1900 était pour le moins ambiguë, puisque précisément cet ordre du jour considérait cette question comme purement tactique et laissait largement ouverte la porte à la participation. Le débat lui-même dans le congrès est plus révélateur encore. Si Kautsky fait des concessions, si Guesde l'emporte contre Jaurès, c'est dans une situation précise. Non seulement en France, dès 1902, la bourgeoisie ne voulait plus de la participation, et l'opposition des masses travailleuses avait vu se substituer la Délégation des gauches à la participation directe, ce qui présentait tous les avantages pour la bourgeoisie, mais encore le Bloc des gauches était en train d'être largué par les capitalistes. Les socialistes ne sont, comme produits de la

politique traître qu'ils ont menée dans la Délégation des gauches, plus nécessaires. L'action du premier flic de France, Clemenceau, soutenu par la délégation, aboutira à la constitution d'un ministère autour de la gauche démocratique, abandonnant les socialistes. C'est dans ces conditions en voie de réalisation qu'intervient la résolution d'Amsterdam.

Jaurès le ministérialiste, Jaurès le partisan du Bloc des gauches, se défend des attaques du SPD allemand en la personne de Kautsky qui, à bon compte pourfend Jaurès, mais qui, en Allemagne, ne fait rien. Il déclare au congrès « *qu'il accepte la participation des socialistes au gouvernement central en cas de péril national* ». Alors, Jaurès pousse Kautsky dans ses derniers retranchements.

Je me demandais si le ministérialisme devenait orthodoxe à condition d'être compliqué de nationalisme... Et je sens que dans certaines circonstances, je ne pourrais suivre jusqu'au bout le ministérialisme nationaliste de notre camarade. (Jean Jaurès, « Discours », 19 août 1904, 6^e congrès socialiste international, BSI, 1904, p. 175-176)

Le congrès international enjoint aussi aux deux partis socialistes de s'unifier.

1904, L'UNIFICATION SOCIALISTE FRANÇAISE SUR UNE BASE DOUTEUSE

Que les guesdistes ne critiquent pas la position de Kautsky, qu'ils présentent comme une victoire de l'orthodoxie marxiste. Ils se contentent de sa formulation qui permet de faire du parti unifié français un parti parlementaire laissant tout ouvert. La commission d'unification du Parti socialiste français (PSF) et du Parti socialiste de France (PSdF) constate en décembre 1904 que tous, se référant aux déclarations de l'Internationale des congrès de Paris et d'Amsterdam, tombent d'accord.

*Les divergences de vues et les interprétations de tactiques différentes qui ont pu se produire jusqu'à présent, sont dues surtout à des circonstances particulières à la France et à l'absence d'une organisation générale. (Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste*, t. 1, Payot, 1977, p. 124)*

Confrontons le programme politique de Millerand, et ce que firent le gouvernement Waldeck-Rousseau et plus tard le Bloc des gauches, prolongement du millerandisme, dans une situation où la classe bourgeoise, forte du soutien des socialistes au gouvernement des gauches, n'avait plus besoin d'une participation directe des socialistes au ministère et la trouvait, à ce moment, trop couteuse. L'idéal de Millerand, c'est la paix sociale, la concorde des classes. Ce qu'il va entreprendre en collaborant

au gouvernement, et que poursuivra quelques années plus tard le social-impérialiste Albert Thomas, c'est la tentative de régularisation des « relations industrielles », par la mise en place par l'appareil d'État d'un système d'intégration des classes antagoniques : patronat et salariat. C'est l'idéologie de l'association capital-travail, et c'est dans ce but que Millerand propose l'élargissement de la capacité civile des syndicats (que ceux-ci refusent) et met en place un conseil supérieur du travail, commission tripartite composée de membres désignés par les syndicats ouvriers, de représentants du patronat et de membres de droit nommés par le gouvernement. Ce que veut Millerand, c'est aller vers l'arbitrage obligatoire, régler le droit de grève.

La seule loi sociale de ce long ministère, promulguée le 30 septembre 1900, aboutit dans l'immédiat à allonger d'une heure la durée de la journée de travail des enfants... (Madeleine Rebérioux, La République radicale ?, Seuil, 1975, p. 78)

La classe ouvrière fait l'expérience, à travers la répression des manifestations de la Martinique comme celle des grévistes de Châlons, que l'État bourgeois, c'est l'État gendarme chargé de défendre la propriété privée. Si, en 1901, la CGT maintient à une faible majorité sa participation au Conseil supérieur du travail, elle repousse le projet de loi réglementant le droit de grève, comme celui qui vise à l'institution de caisses de retraite ouvrière obligatoires. En septembre 1901, le congrès des Bourses du travail exige la libre négociation patronat et organisations ouvrières, en exigeant notamment au Conseil supérieur du travail l'élimination des représentants de l'État.

Le caractère de classe du Bloc des gauches va clairement se marquer dans ces années 1902-1907 qui voient le prolétariat, les ouvriers, les fonctionnaires, entrer dans la lutte gréviste, renforcer considérablement leurs syndicats indépendants de l'État. Au temps de l'ascension du Bloc des gauches comme au moment de sa dislocation, quand la classe bourgeoise ne veut plus des socialistes, et que les députés des partis bourgeois expulsent Jaurès de la vice-présidence de la Chambre des députés, en 1904, « l'État démocratique bourgeois » va montrer son vrai visage dans la répression féroce du mouvement ouvrier.

À Longwy, en septembre 1905, les forces de l'ordre tirent comme à Raon-l'Étape, en juillet 1907. Le 30 avril 1906, alors que depuis plusieurs mois la CGT mène campagne pour la journée de huit heures, que la Bourse du travail de Paris affiche : « À partir du 1^{er} mai, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour », que de nombreux métiers sont en grève depuis avril, Clemenceau, ministre radical de l'intérieur, monte une provocation et fait jeter en prison le trésorier et le secrétaire de la CGT. C'est comme produit de l'action de classe du prolétariat contre le gouvernement de col-

laboration de classes et le Bloc des gauches, contre les ministres du PR, qu'est votée le 13 juillet 1906 la loi rendant le repos hebdomadaire obligatoire.

La bourgeoisie radicale interdit le droit de grève aux fonctionnaires, réprime sévèrement la grève des postes et télégraphes d'avril 1906. Si le Bloc des gauches est bien mort à ce moment-là, parce que la bourgeoisie n'en veut plus, c'est grâce à l'abstention de tous les socialistes que le radical Clemenceau accède à la direction du gouvernement où dominent les radicaux, en alliance avec l'Alliance républicaine et les renégats au socialisme. De 1907 à 1908, il réprime constamment les ouvriers et les paysans. La démocratie parlementaire que domine le Parti radical, c'est la répression sanglante du mouvement ouvrier. C'est le remplacement des ouvriers en grève par la troupe, ce sont les assassinats d'ouvriers à Draveil le 2 juin 1908 (8 morts et 10 blessés), et dans le même mouvement, la répression de la grève du bâtiment, les 4 morts et les centaines de blessés de Villeneuve-Saint-Georges. Ce sont les arrestations, les emprisonnements des dirigeants ouvriers, les révocations pures et simples de fonctionnaires. On est loin du développement pacifique de « *l'État populaire libre* » cher au cœur des kautskystes d'hier et d'aujourd'hui. Et ce, au moment de l'ascension du capitalisme, quand il développait encore les forces productives.

Le ministérialisme, suite logique d'une politique de défense républicaine, qui voulait subordonner le prolétariat aux buts et méthodes du radicalisme bourgeois, le millerandisme et ses suites dans la pratique du Bloc des gauches, ont toujours été une trahison éhontée du prolétariat. Si le mouvement ouvrier s'est développé, a arraché droits et conquêtes, c'est contre cette politique, contre cet État bourgeois démocratique.

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère d'un libéral qui cherche à, duper les ouvriers... Prenez les lois fondamentales des États contemporains, prenez leur gouvernement, prenez « l'égalité des citoyens devant la loi », et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'État, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc. « en cas de violation de l'ordre », en fait, au cas où la classe exploitée « violerait » son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave... Plus la démocratie est développée, et plus elle est près en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile. Cette « loi » de la démocratie bourgeoise, le savant Monsieur Kautsky aurait pu l'observer à l'occasion de l'affaire Dreyfus dans la France

républicaine, du lynchage des nègres et des internationalistes dans la république démocratique d'Amérique, par l'exemple de l'Irlande et de l'Ulster dans l'Angleterre démocratique, des persécutions et des massacres organisés contre les bolcheviks en avril 1917 dans la république démocratique russe... Prenez le parlement bourgeois. Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais ouï dire que plus la démocratie est puissamment développée, et plus la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ? Il ne s'ensuit pas qu'il ne faille pas utiliser le parlementarisme bourgeois... Mais seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, le caractère limité et relatif au point de vue historique du parlementarisme bourgeois. (Vladimir Lénine, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », Œuvres, Progrès, 1973, t. 28, p. 251-255)

La politique de collaboration de classe donne bientôt tous ses fruits empoisonnés. Au moment où la première guerre impérialiste éclate, les liens tissés entre les différents partis de la 2^e Internationale et les bourgeoisies de chaque pays, au nom de la « démocratie » et du « progrès social », sont si forts que chacun de ces partis choisira le camp de sa bourgeoisie contre l'internationalisme prolétarien : tous les partis sauf le Parti bolchevik et le Parti socialiste serbe. La 2^e Internationale fait faillite, détruite par la collaboration de classe.

Les traditions patriotardes du mouvement ouvrier français facilitent et préparent la participation au gouvernement d'Union sacrée de 1914. Jaurès assassiné, ce sont des tonnes d'eau froide qui sont déversées par les dirigeants ouvriers pour interdire la mobilisation des masses. Le premier gouvernement d'Union sacrée se fait au nom de la défense républicaine contre les agressions dont la république est victime. Au nom de la défense de l'indépendance nationale, c'est le bloc avec l'impérialisme français. Rejetant la responsabilité de la guerre sur le prolétariat, la direction de la CGT commence une campagne contre l'empereur d'Autriche : « *Que le nom d'un tel empereur François-Joseph soit maudit* », et elle en appelle à la guerre : « *Évident aussi est notre rôle : contre le droit du poing, contre le militarisme germanique, il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France* ».

Entrant au gouvernement d'Union sacrée, pour sauver l'impérialisme français, les Guesde, Sembat, Thomas vont mener une politique anti-ouvrière forcenée : destruction de la presse ouvrière par la censure, intégration du mouvement ouvrier à la défense, etc. Aux côtés de Lépine, matraqueur d'ouvriers et de Charles Maurras, Jouhaux siège en compagnie de la Ligue des droits de l'homme, de banquiers et de gros industriels et représentants des Églises chrétiennes dans une associa-

tion caritative, le Secours national. Le mouvement ouvrier est complètement désorganisé et, alors que femmes et enfants suppléent tragiquement aux bras de leurs frères et pères, contre eux, Millerand éructe : « *Ils n'ont aucun droit !* ».

Avec le Bloc des gauches, les radicaux organisent l'occupation des pouvoirs publics, instaurant leur régime de clientèle. Les liens avec la grande bourgeoisie sont révélés par la question de l'armée. Cette grande bourgeoisie qui avait fomenté et utilisé le Bloc des gauches n'entendait pas qu'on touche à l'armée, gardienne de l'ordre. Aucune réforme sérieuse n'est menée à bien par les radicaux qui, après avoir mis quelques officiers supérieurs à la retraite — c'est ce qui motivait le ralliement des socialistes à Gallifet — s'embourbent dans l'affaire des fiches.

En 1906, le Comité républicain du commerce et de l'industrie devient le noyau de l'entente que vont réaliser, contre les socialistes, les partis bourgeois « radicaux socialistes, radicaux et républicains » qui n'ont plus besoin d'eux au gouvernement. Affirmant plus haut que jamais la défense de la propriété privée, après l'avoir fait défendre par la troupe contre les grévistes avec la bénédiction des socialistes, les radicaux se sentent « théoriquement » d'un anticollectivisme et d'un antisindicalisme forcés. En 1907, Clemenceau fait figure de modéré, lui qui emploie régulièrement la troupe contre les grévistes, quand il refuse de dissoudre la CGT malgré la demande d'une grande partie des radicaux.

La question de l'armée, de la défense nationale, montre ce que le radicalisme est devenu : le fourrier de l'impérialisme. L'occupation des pouvoirs publics avait amené les radicaux à se faire les concurrents du parti colonial et les liens tissés entre la banque, l'administration, les radicaux, pour l'exploitation économique et la gestion des colonies, ne sont pas pour rien dans cette affaire. Courant à l'origine hostile à la colonisation, comme parti constitué, le parti radical devient l'aile marchante, l'instrument politique de l'impérialisme colonisateur.

Sarrault, député radical de l'Aude, est gouverneur général de l'Indochine de 1911 à 1914. Léon Mangeot, ministre radical, est devenu gros propriétaire colonial en Tunisie, et, s'il a commencé sa carrière comme adversaire de la Compagnie occidentale de Madagascar, il en est le président en 1913. Et c'est Justin Perchot, propriétaire du *Radical* en 1909, qui a de gros intérêts en Indochine et au Maroc. Et c'est Paul Doumer qui organise le pillage de l'Indochine, rackette sur le sel, l'opium et l'alcool de riz, projette avec les magnats de la sidérurgie la construction du chemin de fer du Yunnan. Reprenant complètement la tradition mise en place par les républicains, les radicaux se font les fourriers profiteurs de la dépos-

session par l'impérialisme français des peuples d'Afrique et d'Asie. En Tunisie, en Algérie, au Maroc, la « colonisation parlementaire » exproprie les indigènes de leurs terres.

Tel est le visage du Parti radical au temps de sa jeunesse, de sa splendeur, au temps de la splendeur de la république bourgeoise parlementaire. Comme instrument du capital financier, le radicalisme représente ce qui correspond le mieux aux illusions, aux préjugés et aux traditions de la petite bourgeoisie. Préjugés, traditions, qui firent de ce parti l'axe de tous les gouvernements bourgeois et de toutes leurs combinaisons. Aux élections de 1935, puis en 1936 lors des législatives on constate un recul de ce parti et, déjà, de nombreux élus radicaux ne l'ont plus été qu'avec le désistement des partis ouvriers (PCF, PS-SFIO).

La splendeur du radicalisme à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e ne repose pas sur la force de ses idées. La corruption morale et intellectuelle de ses représentants n'est pas moins grande lors de l'affaire de Panama, au moment de l'affaire des fiches qu'après la guerre de 1914. Si les masses petites-bourgeoises avec leurs préjugés et traditions se reconnaissent dans ce parti et dans le système parlementaire dont il est alors l'incarnation, il y a un fondement matériel à tout cela. De crise en crise, éliminant les brebis galeuses, le parlementarisme se renforce. Chaque poussée de fièvre le voit sortir de l'épreuve plus vigoureux, comme un organisme combattant victorieusement un bacille. Et, de crises en réformes, les choses s'améliorant, la petite bourgeoisie se reconnaît dans ce parti.

1914 : LE PS RALLIE L'UNION SACRÉE

Mais la guerre de 1914-1918 est la manifestation de la décadence irrémédiable du système capitaliste parvenu à son stade suprême. Incapable désormais de développer les forces productives, devenu réactionnaire sur toute la ligne, le capitalisme ne peut plus assurer sa domination sous les mêmes formes qu'à l'époque où il était historiquement progressif. L'ère des guerres et des révolutions est ouverte. Qui liquidera la démocratie bourgeoise, de la réaction fasciste ou du prolétariat ? Voilà le problème qui est posé, mettant lui-même à l'ordre du jour la liquidation du parlementarisme et la liquidation du parti qui en était la colonne vertébrale, le Parti radical, y compris lorsqu'il participe lui-même à la mise en place de gouvernements bonapartistes.

Le millerandisme ouvre une phase nouvelle et décisive de l'évolution des partis ouvriers européens avant la guerre de 1914. La collaboration de classe avec la bourgeoisie subordonne le prolétariat aux intérêts de celle-ci, ce que consacre la participation de socialistes aux gouvernements



Aout 1914. Le gouvernement Viviani d'Union sacrée inclut deux ministres du PS-SFIO (Sembat et Guesde) et est soutenu par la direction de la CCT (Jouhaux).

bourgeois. Le tournant décisif qui conduit à la faillite de la 2^e Internationale est pris. Au bout, les différents partis sociaux-démocrates prennent position aux côtés de leur bourgeoisie au cours de la première guerre impérialiste mondiale. Du gouvernement auquel Millerand participe aux côtés de Cavaignac, au gouvernement Viviani dans lequel Guesde et Thomas entrent en août 1914, il y a continuité. Ce sont ces vieilles guenilles politiques à peine reprises qui habilleront les fronts populaires nés, eux, en d'autres circonstances.

Les « idées » et les « idéaux » des fronts populaires sont la reprise pure et simple des élucubrations réformistes qui ont surgi au cours et contre la lutte du prolétariat pour se constituer en parti politique distinct, en parti révolutionnaire. Mais il faut saisir le cadre dans lequel les fronts populaires reviennent à ces vomisures « théoriques » sur « l'État populaire », « l'État de tout le peuple »,

etc. Ils reviennent à l'époque de la crise de putréfaction du capitalisme, à l'époque où la société capitaliste a atteint un point de crise inévitable et où, très précisément, se pose pour la survie de l'humanité le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le problème de la révolution prolétarienne pour en finir avec la barbarie dans laquelle l'impérialisme entraîne l'humanité. C'est contre ce combat, contre la révolution que se dressent très directement les fronts populaires, se couvrant des oripeaux « théoriques » du réformisme le plus éculé. Mais, parce que la question est celle du mouvement pratique de la classe ouvrière pour jeter bas et détruire l'État bourgeois, instaurer sa dictature ; parce que la question est celle de la révolution prolétarienne, le retour des tenants du front populaire à l'idéologie réformiste, les débris théoriques qu'ils ont été puiser dans les eaux fangeuses du radicalisme, prennent une tout autre dimension qu'au siècle précédent. Dès septembre 1914, le comité central du Parti bolchevik constate la faillite de la 2^e Internationale et met en avant la nécessité de construire la 3^e Internationale.

En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle internationale. (Vladimir Lénine, « La guerre et les tâches de la sociale-démocratie russe », 11 octobre 1914, *Œuvres*, t. 21, Progrès, 1973, p. 28)

La 2^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. À bas l'opportunisme et vive la 3^e Internationale... À la 3^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme. (Vladimir Lénine, « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste », 1^{er} novembre 1914, *Œuvres*, t. 21, Progrès, 1973, p. 35)

Assurer la continuité du point de vue du prolétariat, exige que soient extirpées de la nouvelle internationale les causes théoriques et politiques de la dégénérescence et de la faillite de l'ancienne. L'une des tâches les plus importantes de Lénine, entre 1914 et 1924, consiste précisément à tirer les enseignements de la dégénérescence et de la faillite de la 2^e Internationale, comme d'armer la 3^e Internationale contre les pratiques de la collaboration de classe, dégageant ainsi la condition première de toute politique révolutionnaire : la sauvegarde en toutes circonstances de l'indépendance de classe du prolétariat. Le social-chauvinisme des organisations et partis ouvriers est le prolongement du courant opportuniste qui s'était développé au sein de la social-démocratie internationale pendant les vingt années précédentes.

Ce qui est en cause, c'est l'abandon de l'indépendance de classe du prolétariat. Durant la période ascendante du capitalisme, l'opportunisme s'est développé comme produit des avantages matériels que le capitalisme concédait face au combat de la classe ouvrière, à une mince fraction de celle-ci et l'idéologie opportuniste reflétait cette pratique des chefs ouvriers dans une période « normale » de développement du capitalisme. Mais l'abandon du point de vue de classe va prendre une tout autre dimension avec la transformation du capitalisme en impérialisme : les opportunistes qui ont lié leur sort à leur propre bourgeoisie se font social-chauvins, les agents directs de leur propre bourgeoisie, contre les masses, pour le maintien de leurs privilèges. La défense de leurs avantages et prérogatives amène les chefs syndicaux et politiques opportunistes de la classe ouvrière à la ligoter, à la livrer à la bourgeoisie, à intégrer ses organisations à l'appareil d'État, en en faisant les courroies de transmission « légales » de l'État bourgeois.:

L'organisation du parti, chez les Allemands, comptait non pas quatre, mais un million d'adhérents, et la volonté commune de

cette organisation des masses (comme de toute organisation) était exprimée seulement par son centre politique unique, par la « poignée » qui a trahi le socialisme. Cette poignée a été consultée, invitée à voter, elle a pu voter, écrire des articles, etc. Quant aux masses, elles n'ont pas été consultées. Non seulement on ne leur a pas permis de voter, mais on les a divisées et talonnées, « sur l'injonction » non pas d'une poignée de parlementaires mais des autorités militaires. L'organisation militaire était là ; chez elle, pas de trahison de chefs, elle appelait la « masse » un par un, en posant cet ultimatum : ou tu iras à l'armée (sur le conseil de tes chefs) ou tu seras fusillé. La masse ne pouvait agir de façon organisée, puisque son organisation à elle, qui existait déjà, incarnée dans la poignée des Legien, Kautsky, Scheidemann, avait trahi la masse, et que, pour créer une organisation nouvelle, il faut du temps, il faut avoir la résolution de jeter à la poubelle la vieille organisation pourrie, périmée. (Vladimir Lénine, « La faillite de la 2^e Internationale », mai 1915, Œuvres, Progrès, t. 21, 1973, p. 245-246)

Ce qui est en cause, c'est la nécessaire scission, pour la préservation de l'indépendance de classe du prolétariat, la séparation d'avec ceux qui se sont faits les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. La coexistence en une même organisation n'est plus possible. Il faut une autre organisation, une organisation fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat, combattant pour la destruction de l'État bourgeois.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point muri, devenu à tel point vigoureux et impudent pendant la longue époque du capitalisme relativement « pacifique », à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on ne saurait tolérer l'existence d'un pareil courant au sein des partis ouvriers sociaux-démocrates. Si l'on peut encore s'accommoder de minces et faibles semelles quand on marche sur les trottoirs civilisés d'une petite ville provinciale, il est impossible de se passer de grosses semelles cloutées quand on va dans la montagne. Le socialisme en Europe est sorti du stade relativement pacifique et limité au cadre national étroit. Avec la guerre de 1914-1915, il est entré dans le stade des actions révolutionnaires, et la rupture complète avec l'opportunisme, l'expulsion de ce dernier du sein des partis ouvriers, sont incontestablement à l'ordre du jour... On peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la

trahison opportuniste et qui entament la « lutte pour le pouvoir », la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. (p. 255-256)

La 3^e Internationale est née de la 2^e Internationale, en réaction à sa dégénérescence. Elle exprime la continuité du combat révolutionnaire du prolétariat, son unité mondiale et il n'y a nul hasard à ce que les statuts de la 3^e Internationale reprennent les considérants de la fondation de la 1^{re} Internationale, l'AIT. Leur point fondamental, c'est l'indépendance de classe du prolétariat.

Appuyé sur la révolution russe victorieuse, le mouvement ouvrier se réorganise sur de nouveaux axes. Les masses se tournent vers le Parti bolchevik, vers la 3^e Internationale. Mais des bureaucrates et des politiciens petits-bourgeois qui gangrenaient la 2^e Internationale vont aussi faire mouvement vers la 3^e Internationale, pour tenter de garder leurs privilèges et positions. Lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, ils se rallient en paroles à la révolution d'Octobre, comptant bien pouvoir continuer à fonctionner comme par le passé. Représentants de l'ennemi de classe au sein du prolétariat, ils ont conservé toutes les mœurs, toute l'idéologie des opportunistes et sociaux-chauvins qu'ils étaient hier. Dans ces conditions de puissante poussée de la classe ouvrière vers le parti de Lénine et de Trotsky, vers le parti de la révolution d'Octobre, toute une cohorte de parlementaires, de journalistes, de bonzes syndicaux, de ralliés de dernière heure mènent bataille pour entrer dans l'Internationale communiste.

La guerre impérialiste, la révolution russe victorieuse ont montré de quel parti la classe ouvrière avait besoin. Le centralisme démocratique est l'expression organisationnelle de l'indépendance de classe du prolétariat et de son combat pour détruire la vieille société. Comme expression de cette lutte révolutionnaire, pour en finir avec le parlementarisme bourgeois qui avait infesté la 2^e Internationale, Lénine et Trotsky mènent la bataille pour chasser les opportunistes qui, comme hier, réclament leur bourgeoisie liberté pour leur bourgeoisie politique au sein du parti : liberté pour les élus de faire ou de dire ce qu'ils veulent, pour les journalistes d'écrire hors du contrôle du parti, que ce soit dans les journaux du parti ou dans les organes bourgeois, liberté d'être organisé dans la franc-maçonnerie. Contre tous ceux-là, l'Internationale communiste mène la lutte.

De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2^e Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2^e Internationale est irrémédiablement défaite. Les partis

*intermédiaires et les groupes du « centre », voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale communiste, tous les jours plus forte, en espérant cependant conserver une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste »... L'Internationale communiste est menacée de l'envahissement des groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2^e Internationale. (« Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste », aout 1920, *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, 1934, p. 39)*

Au cœur des 21 conditions, l'indépendance de classe du prolétariat, la lutte pour la destruction de l'État bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat.

La nouvelle association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, à savoir le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. (« Statuts », aout 1920, p. 37-38)

La signification des 2^e et 3^e congrès de l'Internationale communiste, c'est le combat pour extirper l'opportunisme. Rompre avec la collaboration de classes, avec le parlementarisme au plan théorique et politique, telle est la tâche d'armement politique qu'accomplira le 4^e Congrès. Il s'agit de combattre réellement, non en paroles mais dans les faits, pour la dictature du prolétariat. Élaborer une tactique permettant de mobiliser les masses pour la prise du pouvoir, en partant de leurs aspirations et besoins concrets, tel va être le sens des résolutions adoptées au 3^e Congrès de l'IC. Avec le 3^e Congrès, l'IC s'engage dans l'élaboration d'un programme transitoire.

À la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune, en particulier, donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas

encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.
(« Thèses sur la tactique », juillet 1921, p. 99-100)

Le 4^e congrès, en novembre 1922, dégage les leçons du combat politique mené, élabore une politique qui, partant du constat de la division du mouvement ouvrier et de l'organisation d'une fraction importante des travailleurs dans les organisations de la 2^e Internationale, ouvre la voie à l'action de classe indépendante pour la prise du pouvoir. C'est le 4^e congrès qui élabore sous forme tactique la stratégie du front unique ouvrier, et aborde la question du gouvernement ouvrier et paysan.

[1923-1924 : LE CARTEL DES GAUCHES

Des membres du Parti radical participent au Bloc national, réactionnaire et clérical, après 1918. Lors des élections sénatoriales de janvier 1921 et cantonales de mai 1922, le PS-SFIO passe des accords avec la fraction majoritaire du PR. La 3^e Internationale, tant qu'elle est vraiment communiste, écarte tout gouvernement en France avec le Parti radical.

Nous considérons que le remplacement du Bloc national par un Cartel des gauches, sera un pas en avant, à la condition que ces événements s'accomplissent en présence d'une politique tout à fait indépendante, critique, irréductiblement révolutionnaire du parti de la classe ouvrière... La victoire de la révolution ne pourra être assurée que par un parti qui n'aura pas la moindre responsabilité dans la diffusion des illusions réformistes-pacifistes, car la profonde déception de la classe ouvrière qui succèdera aux illusions du Cartel des gauches se transformera d'abord en haine et mépris du socialisme démocratique et pacifique. Seul le parti qui, même tout en reconnaissant le caractère historique relativement « progressiste » - au sens que nous avons indiqué plus haut - du Cartel des gauches comparé au Bloc national, soutient cependant une lutte irréductible contre l'entrée des ouvriers dans le Cartel des gauches et s'efforce d'opposer le prolétariat, en tant que classe, à tous les groupements bourgeois, seul ce parti, quelles que puissent être les variations d'humeur de la classe ouvrière, aura au moment critique une influence décisive sur la classe ouvrière et, partant, sur la vie du pays entier... La France a eu maintes fois des ministères radicaux. S'ils ont pu quitter paisiblement la scène, remplacés par d'autres combinaisons bourgeoises, c'est parce que la situation économique de l'État bourgeois était beaucoup plus ferme qu'aujourd'hui et parce que le prolétariat n'avait pas encore de parti authentiquement révolutionnaire. Aujourd'hui, dans la France d'après-guerre, le Cartel des gauches peut et doit, dans une certaine mesure, entrer en scène comme l'ultime ressource politique d'un régime en

décrépitude. La politique de l'Internationale à l'égard du communisme français est dictée par le souci de faire en sorte que le Cartel des gauches, dont l'étoile monte à l'horizon français, entre dans l'histoire comme le dernier gouvernement de la bourgeoisie française. (Léon Trotsky, « Les contradictions de la politique soviétique », *Bulletin communiste*, 30 novembre 1922)

En 1923, la dépression économique en Allemagne conduit à une crise financière en France. Pour les législatives de mai 1924, le PS-SFIO passe fin 1923 un accord avec les différentes cliques du Parti radical. Le Cartel des gauches reste minoritaire en voix, mais en revanche obtient la majorité en sièges à cause de la division des autres partis bourgeois. Le gouvernement d'Édouard Herriot (PR) soutenu par le PS-SFIO capitule devant l'Église catholique, continue à vouloir saigner l'Allemagne, écrase la révolte druze en Syrie, refuse de taxer le capital pour diminuer la dette publique, etc.

Le gouvernement est renversé en avril 1925 par le Sénat. Pas rancunier, le PR participe aussitôt à un gouvernement d'union nationale. Le PS rompt le Cartel en 1926. Le PR est perdant aux élections législatives de 1928 et se retrouve dans l'opposition. Pour peu de temps, car il reforme le Cartel des gauches en 1932. Ainsi, il dirige de nouveau le gouvernement « du juste milieu », avec d'autres partis bourgeois, toujours sans le PS-SFIO. Jusqu'à la crise provoquée par les organisations fascistes en 1934. Il reste au gouvernement mais ne le dirige plus.]

1924 : LA BUREAUCRATISATION DE L'URSS CONDUIT LES PARTIS COMMUNISTES À LA COLLABORATION DE CLASSE

L'inexistence de fait de véritables partis communistes (en dehors du Parti bolchevik) dans la 3^e Internationale va conduire à la transmission quasi automatique, dans toutes les sections de l'IC, de la politique décidée par la section russe, situation qui inquiète Lénine et Trotsky mais qui, dès 1923, aboutit à ce que l'exécutif de l'Internationale communiste devienne une simple dépendance du secrétariat du Parti communiste de l'URSS. Et la crise qui secoue ce parti, elle-même expression de la crise politique et sociale qui sévit en URSS, dont la cause fondamentale réside dans « le retard de la révolution mondiale », détermine le sort des sections de l'Internationale. En URSS, la démocratie soviétique dépérit tandis que se renforce l'appareil de l'État ouvrier, cet État bourgeois sans bourgeoisie. D'instrument du prolétariat comme classe dominante, l'appareil d'État se bureaucratisant devient l'enjeu des diverses classes sociales. Dans ces conditions, le Parti communiste de l'URSS lui-même devient de plus en

plus un élément de l'appareil d'État. Les tendances restaurationnistes trouvent leur expression politique dans le parti : on assiste au développement de tendances de droite, d'adaptation aux forces hostiles au prolétariat, qui formeront la base à partir de laquelle l'appareil du parti s'appuiera pour renforcer sa position dominante.

L'Opposition de gauche du Parti communiste russe va se former comme expression de la continuité du parti comme parti révolutionnaire. Elle engage la lutte en 1923 pour « un cours nouveau » du parti, une orientation fondée sur le prolétariat et ses besoins et qui trouve son expression organisationnelle dans la lutte pour la défense de la démocratie ouvrière dans les soviets et contre le bureaucratisme. Mais les défaites, les reculs de la révolution mondiale renforcent la bureaucratization. C'est par des moyens d'appareil que l'Opposition de gauche est écrasée. La dépendance administrative des partis communistes vis-à-vis de l'État et du parti russe est institutionnalisée sous le nom de « bolchévisation ». La défaite de l'octobre allemand est due tout autant aux erreurs de la direction du KPD qu'aux hésitations et aux faiblesses de la direction Zinoviev de l'IC, paralysée par la crise interne du Parti communiste de l'URSS. Mais elle est imputée au seul KPD transformé en bouc émissaire, tandis qu'on instaure, au nom de la « bolchévisation », le culte de l'infaillibilité de la direction du parti russe...

Tandis que la défaite allemande affermit la stabilisation capitaliste, l'omnisciente direction bureaucratized de l'IC nie l'évidence du recul temporaire du prolétariat et proclame la théorie de « l'offensive à tout prix ». Avant même la mort de Lénine, marginalisé par la maladie, vont alors se succéder une série d'aventures putschistes aboutissant à des échecs retentissants qui deviennent autant de prétextes à la recherche de substituts à la construction d'une direction révolutionnaire du prolétariat. Elle se concrétise dans une politique d'alliance et de subordination des partis communistes, comme de l'IC, à des forces hostiles au prolétariat : partis pseudo-paysans, Guomindang, bureaucratie réformiste...

1924, l'année du revirement brusque et net vers la stabilisation, devint l'année des aventures en Bulgarie, en Estonie ; le cours gauchiste se heurte de plus en plus fort à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisation de certains partis pseudo-paysans dans divers pays, le béguin pour Stjepan Radić [Parti paysan croate] et Robert La Follette [Parti progressiste américain] ; l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne, au détriment de l'Internationale

*syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Guomindang [le principal parti nationaliste bourgeois chinois qui écrasa le prolétariat en 1927], etc. Toutes ces béquilles par lesquelles le cours ultragauche aventurier tenta de se soutenir devinrent ensuite les appuis essentiels du cours ouvertement droitier... Le gauchisme de 1924-1925, désorienté devant la situation, fut brutalement remplacé par une déviation de droite qui, sous l'estampille de la théorie « ne pas sauter par-dessus les étapes », fit appliquer une politique d'adaptation à la bourgeoisie nationale, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale, aux koulaks (baptisés « paysans moyens ») et aux fonctionnaires... sous prétexte d'ordre et de discipline. (Léon Trotsky, « Et maintenant ? », 12 juillet 1928, *L'Internationale communiste après Lénine*, t. 1, PUF, 1969, p. 31-33)*

Difficultés et faiblesses nourrissent une ligne centriste qui engendre la défaite. Cette ligne est l'expression politique de la bureaucratie en développement qui tente de louvoyer entre la collaboration avec l'impérialisme et une politique révolutionnaire. Après la phase ultragauche de 1924-25, le cours droitier voit, dans l'affaire du Comité anglo-russe, la direction stalinienne refuser de rompre l'accord de sommet qu'elle a passé avec la bureaucratie réformiste et couvrir ainsi la trahison de la grève générale britannique par les dirigeants de la confédération syndicale TUC. La défense de l'URSS n'est plus fondée sur la mobilisation consciente des masses, sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat mondial comme partie du combat pour la république universelle des soviets, mais à l'inverse sur des manœuvres diplomatiques auxquelles le prolétariat est subordonné. Au nom de la « révolution par étapes », retour aux oripeaux théoriques du menchevisme, cette ligne centriste aboutit à livrer en Chine le prolétariat et la paysannerie à la contre-révolution bourgeoise, avec la sanction de l'Internationale.

Abandonnant le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, le terrain de l'internationalisme au profit du « nationalisme réformiste » que traduit la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », la fraction stalinienne transforme l'Internationale communiste en un instrument pacifique de pression sur l'impérialisme. Zig-zag gauchistes et droitiers sont les deux aspects d'une politique menant à la collaboration de classe pour défendre le statu quo indispensable à la préservation de la position dominante de la bureaucratie du Kremlin. Dès 1928, Trotsky mesure pleinement l'enjeu d'une question qui « ne pourrait être tranchée que sur l'arène de la révolution mondiale ».

La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un État national, s'il n'y a pas d'intervention. De là, peut et doit

découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie de l'intérieur. Le but est d'éviter l'intervention : en effet la construction du socialisme étant ainsi assurée, la question historique fondamentale sera résolue. La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour le pouvoir... L'Internationale doit jouer le rôle d'un instrument pacifiste. (Léon Trotsky, « Critique du projet de programme », juillet 1928, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, t. 1, 1969, p. 56)

D'instrument pacifiste ayant renoncé à son rôle de direction révolutionnaire mondiale, l'Internationale communiste devient l'outil contre-révolutionnaire au service d'une bureaucratie dont les intérêts de caste parasitaire l'opposent de plus en plus à la révolution prolétarienne mondiale. Mais, en 1928, l'histoire n'a pas encore tranché. Le cours de la révolution mondiale, alors que ses prémisses objectives sont mures, alors que la composante consciente devient la clé de la situation, nécessite la bataille pour le redressement de l'IC, au moment où la politique de sa direction, inconsciente, contradictoire, hésitante, zigzagante, s'éloigne du léninisme sous la pression des forces hostiles à la classe ouvrière et dans une période de reflux sur le plan international. L'écrasement du prolétariat allemand consécutif à la criminelle politique du « social-fascisme » sonne le glas de la 3^e Internationale comme instrument de libération du prolétariat mondial par lui-même.

Le stalinisme, en Allemagne, a eu son 4 aout [1914, le moment où la sociale-démocratie a trahi]... Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Sous les coups terribles de l'ennemi, les ouvriers avancés allemands auront à construire un nouveau parti. Les bolcheviks léninistes donneront toutes leurs forces pour ce travail. (Léon Trotsky, « La tragédie du prolétariat allemand », 14 mars 1933, *Contre le fascisme*, Syllepse, 2015, p. 340)

La lutte des classes est vivante, et la question de la composante subjective est essentielle, précisément parce que nous sommes à l'époque des guerres et des révolutions. Si le stalinisme en Allemagne a eu son 4 aout, Trotsky n'en tire pas immédiatement la nécessité d'une nouvelle Internationale. L'IC, comme telle, est-elle vivante ou morte pour la révolution ? Trotsky pose la question :

Dans quelle mesure l'expérience tragique de l'Allemagne servira d'impulsion à la renaissance des autres sections de l'Internationale, c'est l'avenir qui le dira. (p. 340)

L'avenir tranche, en effet, rapidement. Il n'y a pas renaissance des sections de l'IC ; les partis communistes couvrent au contraire la défaite allemande. L'Internationale communiste est définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Elle adopte en 1935 la ligne de l'alliance stratégique avec la bourgeoisie, y compris dans les pays impérialistes.

FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE FRONT POPULAIRE

Parce que le problème de la révolution prolétarienne se pose immédiatement, comme la nécessité d'en terminer avec une politique d'impossibles réformes, ne pouvant plus faire face à l'accroissement prodigieux de la misère des masses, le radicalisme voit se détourner de lui les masses petites-bourgeoises. La guerre civile entre les extrêmes est d'ores et déjà engagée, le parlementarisme ne peut plus contenir les conflits de classe. La polarisation de classe, la décomposition du parti radical traduisent précisément ce mouvement : la révolution est à l'ordre du jour. Ce qui domine toute la situation c'est la question du pouvoir, du gouvernement. Seul un gouvernement ouvrier brisant la machine de l'État bourgeois, expropriant les capitalistes, peut sortir le pays de la ruine. Et c'est précisément pourquoi l'attachement des partis ouvriers bourgeois au parti radical décomposé a la signification claire, non pas de la collaboration des classes en général, mais de la lutte contre la révolution qui jaillit de la société.

L'argument des tenants du Front populaire est que la petite-bourgeoisie a peur des solutions extrêmes, elle aspire au calme et à la tranquillité et, si on en venait à parler un langage de classe, on rejeterait ces petits bourgeois dans les bras de la réaction. Poussés dans leur retranchement, les staliniens affirment que la victoire contre la réaction ne saurait être remportée qu'en entraînant derrière le prolétariat, les masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes. Et pour ce faire, il ne faut pas effrayer ces hommes paisibles du juste milieu que sont les petits bourgeois. Voilà pourquoi il est nécessaire de faire l'alliance avec le parti traditionnel pour lequel votent les petits bourgeois.

Tout ce raisonnement revient à faire fi, précisément, de la crise. Il est vrai qu'en période « normale », quand le petit bourgeois fait ses comptes et qu'ils sont, bon an, mal an, en progression, il n'a rien tant en horreur que le désordre. Mais aujourd'hui, c'est la société capitaliste qui sème le plus grand désordre dans la vie du petit bourgeois. C'est le gouvernement en France qui, pour toutes les classes sociales, est le facteur de plus grand désordre. Alors le petit bourgeois devient enragé et se dit qu'il faut en finir avec tout cela. Et de se tourner de droite et de gauche, pour voir

qui sera capable d'apporter une solution, un ordre à cette situation qui le conduit à la ruine. Toute l'expérience du fascisme en Italie, en Allemagne est là pour prouver que le petit bourgeois devient enragé lorsque les mœurs, les traditions parlementaires ne lui sont plus d'aucun recours. Et si le prolétariat n'indique pas clairement le chemin qui permettrait aux petits bourgeois de ne pas être sacrifiés, s'il louvoie, s'en tient aux méthodes réformistes, s'accroche aux basques des politiciens radicaux faillis, alors la petite bourgeoisie se tourne infailliblement vers ceux qui font quelque chose, qui se battent réellement, vers les bandes fascistes.

Le Parti radical ne représente en rien le parti de la petite bourgeoisie. Sa faillite a suffisamment prouvé que les masses petites-bourgeoises confrontées à la crise qui les ruine et les précipite dans la déchéance se sont détournées de ce parti.

*Non, le Parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il n'est pas davantage un bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie, selon la définition absurde de la « Pravda ». Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner, sous le terme neutre de « bloc », des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc entre l'homme et le cheval. Si le parti de Daladier-Herriot a des racines dans les masses petites-bourgeoises et, dans une certaine mesure, jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement dans le but de les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français — toute autre définition est un leurre. (Léon Trotsky, « La France à un tournant », 21 mars 1936, *La Grève générale en France*, GMI, 2019, p. 13)*

Assurément, l'alliance des ouvriers et des classes moyennes est une nécessité, mais ce n'est pas une question de statistique parlementaire. C'est, comme le dit Trotsky, une question de « dynamique révolutionnaire ». Cette alliance ne peut être forgée que dans la lutte contre la bourgeoisie, pour l'expropriation du capital, pour un gouvernement ouvrier, qui, s'engageant dans la destruction des institutions de la bourgeoisie, donnerait à tous, un gouvernement à bon marché et, par les mesures d'expropriation du capital, permettrait la mise sur pied d'une véritable alliance : crédit à bon marché ; abaissement de l'impôt, etc.

En Espagne, en France, en 1936, les Fronts populaires sont les contre-feux à la révolution prolétarienne. Ils frayent la voie à l'écrasement des masses. « *Pain, paix, liberté* » : en utilisant ces mots en alliance avec les

radicaux, les chefs ouvriers désarment politiquement la classe ouvrière et combattent la révolution. Si les « idéaux » des fronts populaires ne sont que le rabâchage de vieilles inepties théoriques, et si le fil de la continuité relie ces affirmations contrerévolutionnaires, la nouvelle dimension qu'ils acquièrent au plan de la contrerévolution est donnée par la transformation du capitalisme en impérialisme, réaction sur toute la ligne. Si les dirigeants des partis ouvriers qui prônent les fronts populaires vont chercher leurs idées chez Blanc ou Bernstein, c'est pour mener la politique des Noske et des Scheidemann, des Thomas et des Viviani. La participation aux gouvernements bourgeois prend sa pleine dimension : celle de la contrerévolution.

La 4^e Internationale n'a et ne peut avoir place dans aucun des fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. (4^e Internationale, Programme, 1938, GMI, 2015, p. 46)

La question du front populaire, du bloc avec la bourgeoisie, n'est pas une question de tactique ; elle est une question de principe, elle touche directement à l'indépendance de classe du prolétariat. Au front populaire, les révolutionnaires opposent en toutes circonstances le front unique ouvrier.

Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des parlements révolutionnaires dont les partis ne sont pas exclus, au contraire Ils sont supposés nécessaires, en même temps ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer des partis pourris. (Léon Trotsky, « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », novembre 1935, Contre le Front populaire, GMI, 2015, p. 54)

Classe contre classe !

César Corte, 15 avril 1977

Jaurès, réformiste

Pour les réformistes ralliés au drapeau tricolore de la colonisation et des bouchers de la Commune de Paris, la police et l'armée ne sont pas le cœur de l'État bourgeois, mais constituent des institutions républicaines dont il faut tout au plus débarrasser « les factieux ». Tous les partis sociaux-impérialistes invoquent aujourd'hui Jaurès, un dirigeant socialiste assassiné en 1914, pour camoufler leur ralliement à la bourgeoisie impérialiste et leur soutien à l'armée française.

Il est temps de remettre les citoyens au cœur de notre défense. Très grand républicain, Jean Jaurès fut un ardent combattant de la paix et un des grands penseurs de l'armée au XX^e siècle ; 110 ans après sa publication, inspirons-nous de « L'Armée nouvelle ». (Bastien Lachaud, LFI, Bulletin officiel, 23 juin 2021, p. 6584)

Dans la continuité du chapitre 2 de « L'Armée nouvelle » de Jaurès, il convient d'améliorer l'interpénétration de « l'active » et de la « réserve » ; l'armée idéale selon Jaurès est en effet une armée républicaine qui fait corps avec la société dans sa diversité. Tous y sont représentés et tous sont solidaires dans un effort de défense de la Nation grâce à un ciment complexe, mélange de croyance commune en un idéal démocratique et patriotique, et d'un vouloir vivre ensemble. (Hélène Conway-Mouret, « Priorités et défis pour la défense française et européenne », septembre 2021, site PS)

Le 14 novembre 1910, Jaurès déposait une proposition de loi de réforme militaire précédée d'une très longue présentation. Elle fut publiée sous le titre « L'Armée nouvelle »... Face aux rivalités internationales et coloniales, Jaurès préconise une stratégie strictement défensive... Il projette « une organisation vraiment populaire de la défense nationale » par la création de puissantes réserves de « citoyens soldats », astreints à des périodes régulières d'exercice avec de nombreux cadres d'origine populaire... la « nation armée » dans le droit fil des armées révolutionnaires de 1793... Le prolétariat doit devenir le meilleur garant de la nation... Et Jaurès de conclure : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène ». (Jean-Paul Scot, « Les idées de Jaurès, si actuelles, ont résisté au siècle », L'Humanité, 12 décembre 2012)

Sans aller aussi loin, des centristes (ceux qui parlent de révolution à leurs militants, mais s'alignent en pratique sur les bureaucraties syndicales) entretiennent aussi la légende de Jaurès.

Il s'est opposé farouchement à la montée du nationalisme... Jaurès restait sur le terrain de la révolution sociale. (Lutte ouvrière, 1 aout 2014)

EN RETARD D'UNE RÉVOLUTION

Au début du 20^e siècle, Jaurès et l'aile droite du PS-SFIO bercent le prolétariat d'illusions envers le capitalisme, le parlement et les partis bourgeois républicains.

Le jaouressisme, c'est l'opportunisme sur le terrain français. (Grigori Zinoviev, « La 2^e Internationale et le problème de la guerre », octobre 1916, Lénine & Zinoviev, Contre le courant, BEDP, 1927, t. 2, p. 162)

À la veille de la première guerre mondiale, Jaurès prétend que le capitalisme contemporain tend à diminuer le risque de conflits armés. L'émergence des Etats-Unis comme puissance mondiale, selon lui, va dans le même sens.

Il y a trois forces actives qui travaillent pour la paix. La première, c'est l'organisation internationale de la classe ouvrière dans tous les pays.... Il y a dans le monde, aujourd'hui, une autre force de paix, c'est le capitalisme le plus moderne.... Et il est une troisième force pacifique, c'est la renaissance de l'Amérique anglo-saxonne. (Jean Jaurès, « Discours à l'assemblée nationale », 20 novembre 1911, Club Mediapart, 11 novembre 2017)

Jaurès est nostalgique d'une époque révolue, de la révolution française de 1789-1794, quand la bourgeoisie était encore progressiste et quand la France inspirait le monde.

Certes, le peuple, en particulier celui des villes qui avait pris les armes (les sans-culottes), poussa alors la bourgeoisie émergente plus loin qu'elle ne voulait aller, jusqu'à accorder le suffrage universel et à mettre sur pied une armée nouvelle, basée sur la conscription et le patriotisme pour faire face à la contrerévolution des monarchies voisines appuyées sur les chouanneries intérieures. Mais le prolétariat, encore embryonnaire, n'avait pas pu empêcher que les jeunes paysans et les travailleurs de villes servissent de chair à canon à la bourgeoisie française.

Lors de la révolution de 1789, de la révolution anglaise de 1648, du soulèvement des Pays-Bas contre l'Espagne, dans les villes le

*prolétariat et les autres catégories sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie n'avaient pas des intérêts différents ou bien ne formaient pas encore de classes ou de fractions de classe ayant une évolution indépendante. Par conséquent, même quand elles s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttaient que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie. Toute la Terreur en France ne fut rien d'autres qu'une méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme... (Karl Marx & Friedrich Engels, « La bourgeoisie et la contre-révolution », décembre 1848, *Sur la révolution française*, Éditions sociales, 1985, p. 121)*

En 1848, la 2^e république s'était déjà retournée contre le prolétariat qui l'avait portée au pouvoir. En 1871, la 3^e république naquit de l'écrasement de la Commune de Paris. Le socialiste opportuniste entretient la confusion et ne s'oppose pas au colonialisme.

*Ce n'est pas attaquer l'armée, c'est la servir et la défendre que de dénoncer les fautes des grands chefs réactionnaires, incapables de comprendre la République, incapables de sauver la patrie. Devrons-nous garder le silence, soldats, quand vos chefs vous envoient à Madagascar sans préparations sérieuses et quand leur imprévoyance vous livre inutilement à la mort ? (Jean Jaurès, « Aux soldats de France », *La Lanterne*, 23 janvier 1898)*

ENGELS SUSPICIEUX ENVERS JAURÈS

Jaurès écrit *L'Armée nouvelle*, si chère au PS, à LFI et au PCF, en 1910, au moment où la bourgeoisie française, amputée de l'Alsace depuis la défaite de 1870-1871, s'est accommodée de la république et s'empare de manière sanglante d'une partie du monde à l'aide de l'armée.

*La république est déterminée par ce qu'elle contient ; tant qu'elle est la forme de la domination bourgeoise, elle nous est tout aussi hostile que n'importe quelle monarchie. (Friedrich Engels, « Lettre à Paul Lafargue », 6 mars 1894, Engels & Marx, *La 3^e république*, Éditions sociales, 1983, p. 323)*

Au sein de l'Internationale ouvrière, Friedrich Engels dénonce (avant de mourir en 1895), l'opportunisme de Jaurès du PS-SFIO à l'occasion du protectionnisme qu'il réclame au parlement (1894).

Ce monsieur Jaurès, ce professeur doctrinaire, mais ignorant, surtout en économie politique, talent essentiellement superficiel, abuse de sa faconde pour se forcer dans la première place et poser comme le porte-parole du socialisme qu'il ne comprend même pas.

(« Lettre à Paul Lafargue », 6 mars 1894, Engels & Marx, *La 3^e république*, Éditions sociales, 1983, p. 322)

Dans un mouvement de la sorte, il est presque certain que les phraseurs à la Jaurès, qui déjà s'arrogent le droit de parler seul au nom de tous à la chambre, domineront. (« Lettre à Paul Lafargue », 2 juin 1894, p. 324)

Jaurès est un professeur, doctrinaire, qui s'écoute volontiers parler. La Chambre préfère entendre ses discours plutôt que ceux de Guesde ou de Vaillant. (« Lettre à Victor Adler », 17 juillet 1894, p. 328)

Plus tard, un des dirigeants de l'Internationale communiste rappellera la divergence essentielle entre le réformiste Jaurès et les communistes révolutionnaires, la question de l'État.

Jaurès et, à sa suite, tous les réformistes français ont parlé de la « socialisation progressive de la République démocratique ». À cela nous, marxistes, nous répondions que, tant que le pouvoir se trouve aux mains de la bourgeoisie, cette socialisation n'est pas la socialisation, et qu'elle mène non pas au socialisme, mais seulement au capitalisme d'État. (Lev Trotsky, *La Nouvelle politique économique de l'URSS et la révolution mondiale*, 14 novembre 1922, Librairie de l'Humanité, 1923, p. 32)

Inévitablement, cette divergence se retrouve sur l'armée, au cœur de l'État bourgeois.

PACIFISTE, MAIS SOCIAL-PATRIOTE

Rosa Luxemburg combat Jaurès, ses concessions à la 3^e république et à l'état-major lors de l'affaire Dreyfus (1894-1906), son soutien à la participation du « socialiste » Millerand, aux côtés du Parti radical, à un gouvernement bourgeois (1899-1902). Elle dévoile aussi son opportunisme sur la question de l'armée.

Le leitmotiv de « L'Armée nouvelle » est la conception de la « nation armée » que Jaurès veut instaurer... Son projet de loi diffère de l'armée des milices de notre programme. Est frappante chez Jaurès la tendance à introduire le militarisme dans l'ensemble de la vie sociale. (Rosa Luxemburg, « Recension de *L'Armée nouvelle* », 9 juin 1911, *Œuvres*, Agone-Smolny, t. 3, 2013, p. 268)

En fait, Jaurès est moins pacifiste que patriote.

Les patries, en leur mouvement magnifique de la nature à l'esprit, de la force à la justice, de la compétition à l'amitié, de la guerre à la

fédération, ont à la fois toute la force organique de l'instinct et toute la puissance de l'idée. Et la classe prolétarienne est plus que toute autre classe dans la patrie, puisqu'elle est dans le sens du mouvement ascendant de la patrie. (Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Rouff, 1911, p. 565)

Jaurès est partisan de la « guerre défensive » parce que la république française a alors plus à perdre que l'empire allemand à un conflit inter-impérialiste.

Jaurès savait et sentait que sa patrie à lui, la France, était plus faible que l'Allemagne. Il comprenait bien que la France, plutôt que tout autre pays, aurait à « se défendre ». (Grigori Zinoviev, « La 2^e Internationale et le problème de la guerre », octobre 1916, Lénine & Zinoviev, *Contre le courant*, BEDP, 1927, t. 2, p. 155)

Jaurès prononce son dernier discours après la dernière réunion de l'Internationale ouvrière, le jour où l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie, trois jours avant son assassinat par un nationaliste fanatique, quatre jours avant la mobilisation générale décidée par les gouvernements allemand et français. Luxemburg refuse de prendre la parole à cette occasion. Ce discours montre que la nuance entre patriotisme et chauvinisme ne tient pas en temps de guerre.

Nous, socialistes français, notre devoir est simple. Nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. (Ovations. Cris : « Vive la France ! »). Moi qui n'ai jamais hésité à assumer sur ma tête la haine de nos chauvins... j'ai le droit de dire devant le monde que le gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix. Le gouvernement français est le meilleur allié de la paix de cet admirable gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la médiation. (Jean Jaurès, « Discours au meeting du Cirque royal de Bruxelles », 28 juillet 1914, *Actes du colloque Jean Jaurès et la nation*, 1965)

LA GUERRE DE 1914 SÉPARE DÉFINITIVEMENT LES SOCIAUX-CHAUVINS DES INTERNATIONALISTES

Il y avait en France, avant la Première guerre mondiale, une grande lutte entre Jaurès et Guesde et, dans cette lutte, c'est Guesde qui avait raison. Nous ne pourrions jamais l'oublier. (Lev Trotsky ; « Rapport au 4^e congrès de l'Internationale communiste », 1^{er} décembre 1922, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, 1967, p. 248-249)

Quand la guerre éclate le 28 juillet 1914, la plupart des syndicats et des sections de l'Internationale ouvrière (SPD allemand, SPO autrichien, POB belge, PS-SFIO français, Parti travailliste britannique...), après avoir réclamé la paix, se rallient à l'union sacrée.

Dès le début du conflit entre puissances impérialistes, des organisations ou des noyaux internationalistes de partis ouvriers des pays belligérants restent internationalistes : les « étroits » du SSDP serbe, la fraction Spartakus du SPD allemand et d'autres noyaux de ce parti, les deux fractions du POSDR russe, les deux bouts du parti SDKP polonais et la gauche du PSP polonais...

Rien de tel en France en 1914 puisque, pourri par le patriotisme partagé par son aile gauche (Guesde et Vaillant) et son aile droite (Brousse et Jaurès), le PS-SFIO succomba tout entier à la pression belliciste de sa bourgeoisie, à l'union sacrée, comme l'appareil anarchiste de la CGT.

La première opposition à la guerre, passablement confuse, naîtra en 1915 au sein de la CGT autour du journal *La Vie ouvrière* (Merrheim, Bourderon, Monatte, Rosmer...). Lors de la révolution allemande (1918-1919), Luxemburg est assassinée par les corps francs de l'armée allemande sur ordre des dirigeants du SPD.

Sans surprise, Pierre Monatte et André Rosmer figurent, avec Fernand Loriot, Pierre Louzon et Boris Souvarine, en 1920 dans le Comité de la 3^e Internationale, le premier noyau en France de l'Internationale communiste.

Fondée en 1919 par Lénine, Trotsky et Zinoviev, l'IC combat contre le colonialisme, le militarisme et les bourgeoisies impérialistes (dont la France), du moins avant sa dégénérescence aux mains de Staline, entamée en 1923-1924 et parachevée avec la régression en 1934-1935 dans le front populisme et le social patriotisme.

C'est son drapeau, rouge, qu'il faut relever ; c'est une internationale de ce type qu'il faut construire.

26 novembre 2021

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]
Abonnement 20 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : groupemarxiste.info

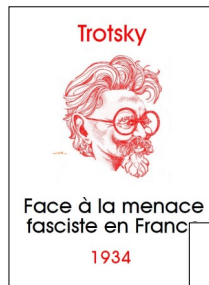
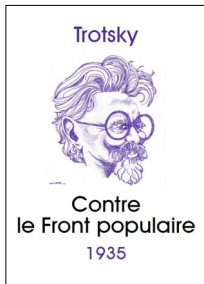
Site du Collectif révolution permanenteReP
revolucionpermanente.com

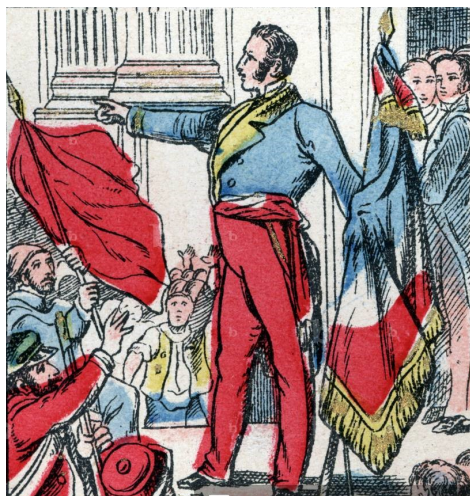
Site de EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org





Préparer la révolution prolétarienne nécessite la compréhension la plus claire, la plus aigüe, de ce que sont les accords, puis les gouvernements de front populaire dont le « Programme de transition » de la 4^e Internationale disait qu'ils sont l'ultime recours, avec le fascisme, pour la défense de l'ordre bourgeois.

Qu'il faille revenir sur ces questions théoriques est une nécessité, tant l'idéologie bourgeoise répandue par les réformistes et les staliniens, infectant le mouvement ouvrier, a introduit de confusion sur ces problèmes.

Alors que les trotskystes sont les seuls à caractériser les gouvernements de front populaire pour ce qu'ils sont :

des gouvernements contrerévolutionnaires de collaboration de classes, ayant pour mission de défendre l'État bourgeois quand les masses posent le problème de leur propre pouvoir, il est de bon ton dans la « gauche », jusque dans les organisations se réclamant et usurpant l'étiquette du trotskysme, d'envisager ces questions sous l'angle d'un simple manque à gagner. Bien sûr, disent les révisionnistes, ce n'est pas un gouvernement ouvrier, mais c'est une alternative réformiste... Et finalement, ils laissent supposer que ces gouvernements auraient accordé hier les conquêtes sociales, et que demain, peut-être...

La confusion est si grande qu'il est légitime de revenir sur des notions qu'on croyait acquises depuis Marx et Engels, et que, au feu de la lutte, ont repris Lénine contre Kautsky, puis Trotsky à propos de la révolution en France et en Espagne en 1936.

Prétendre du front populaire qu'il ne s'agirait que d'une « alternative globale réformiste » sème la confusion. Même pour ce qui est de la période classique du développement du parlementarisme, le millerandisme et le bloc des gauches n'ont pas correspondu à une période de « croissance pacifique » de l'État démocratique bourgeois, de construction d'un « État populaire libre », qui n'a jamais existé. Ces formules désarment l'avant-garde du prolétariat par rapport à ses tâches, en masquant l'essentiel : les fronts populaires ne se constituent et ne viennent au pouvoir qu'à l'époque « des guerres et des révolutions », qu'avec la révolution prolétarienne elle-même, et contre elle. Ils sont l'expression de la contrerévolution.

César Corte, « Les fronts populaires contre la révolution », *La Vérité*, 1977